



# Analyse comparative du leadership du Canada en matière de durabilité agroalimentaire | Feuille de route

JANVIER 2021

FOOD, HEALTH &  
CONSUMER PRODUCTS  
OF CANADA



PROTEIN  
INDUSTRIES  
CANADA

CPMA



GIFS | GLOBAL INSTITUTE  
FOR FOOD SECURITY

Growing science for life

Nutrien - a Founding Partner



Agriculture and  
Agri-Food Canada

Agriculture et  
Agroalimentaire Canada



National Research  
Council Canada

Conseil national de  
recherches Canada

Loblaw  
Companies  
Limited

scc | ccn 50  
YEARS

ARRELL  
FOOD INSTITUTE  
AT THE UNIVERSITY OF GUELPH

syngenta



Environment and  
Climate Change Canada

Environnement et  
Changement climatique Canada



PULSE  
CANADA



CANADIAN WILDLIFE  
FEDERATION

CFA | FCA  
CANADIAN FEDERATION  
OF AGRICULTURE | FEDERATION CANADIENNE  
DE L'AGRICULTURE



Nutrien

FERTILIZER CANADA  
FERTILISANTS CANADA

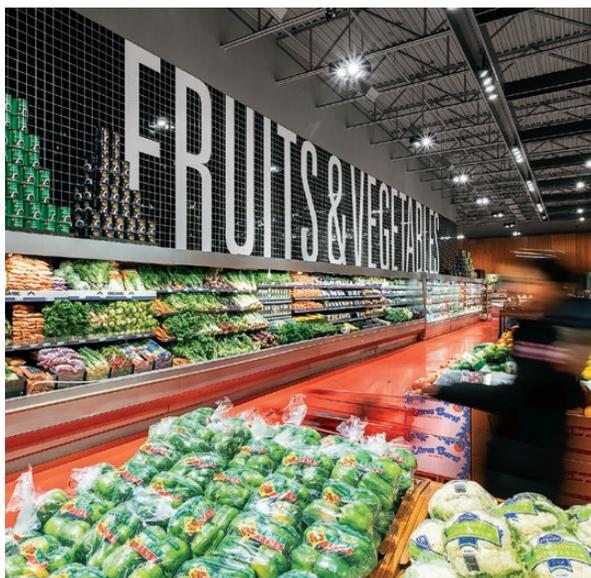


Statistics  
Canada | Statistique  
Canada

EMILI  
ENTERPRISE MARKING INTELLIGENCE  
& LEARNING INSTITUTE

TRUST  
Bix





#### À TITRE D'INFORMATION

David McInnes, coordonnateur, projet d'analyse comparative du leadership du Canada en matière de durabilité agroalimentaire  
davidmcinnes@gmail.com

**DM**ci  
Strategies

# Table des matières

## ANALYSE COMPARATIVE DU LEADERSHIP DU CANADA EN MATIÈRE DE DURABILITÉ AGROALIMENTAIRE

- 4 Objet du présent document
- 5 Sommaire
- 6 Éveiller l'ambition alimentaire du Canada
- 7 Suivre l'évolution et déterminer l'envergure de l'étude comparative
- 8 Réagir face à la concurrence
- 9 Positionner le Canada
- 11 Une idée qui prend de l'ampleur
- 12 Mettre le plan d'action à exécution
- 13 Avantages

## APERÇU DU PROJET

- 16 Partie 1 | La nécessité et l'occasion de démontrer le rendement
- 17 Partie 2 | Élaboration des points de repère

## METTRE LE PLAN D'ACTION À EXÉCUTION

- 20 Organiser, maîtriser et exploiter le modèle
- 21 Évaluer et sélectionner les points de repère
- 22 Élaborer, valider et lancer l'indice de référence
- 23 Cadre des points de repère et des indicateurs
- 24 Indice national du leadership en matière de durabilité agroalimentaire (ébauche)

## ÉTUDES DE CAS

- 27 Étude de cas sur les gaz à effet de serre (GES) et la séquestration
- 29 Étude de cas sur la biodiversité

## RÉCAPITULATION

- 32 Conclusion et prochaines étapes

## ANNEXES

- 36 A | Fondé sur les objectifs de développement durable (ODD)
- 37 B | Fondé sur les facteurs liés à l'environnement, à la société et à la gouvernance (ESG) des investisseurs
- 38 C | Fondé sur les cibles du système alimentaire
- 39 D | Fondé sur les cibles des secteurs
- 40 E | Fondé sur les indices mondiaux
- 44 F | Mobilisation des intervenants du projet
- 47 G | Remerciements

# Analyse comparative du leadership du Canada en matière de durabilité agroalimentaire | Feuille de route

## OBJET DU PRÉSENT DOCUMENT

Vingt-deux partenaires formant une coalition hétérogène (voir la page couverture) se sont réunis pour déterminer s'il y a lieu d'élaborer des points de repère nationaux en matière de durabilité pour le secteur agroalimentaire du Canada.

Concluant la première phase d'un vaste plan visant à faire progresser cette question (voir le diagramme ci-dessous), le présent document porte principalement sur l'examen des raisons pour lesquelles il faut procéder à une meilleure analyse comparative, sur la façon dont elle pourrait être articulée et sur la valeur qu'elle confère à la société, à la compétitivité du secteur et à l'élaboration des politiques.

Ce travail pourra servir immédiatement à mobiliser un nombre encore plus grand d'intervenants agroalimentaires canadiens, ce qui préparera le terrain pour la mise en œuvre de la phase deux, si les dirigeants agroalimentaires appuient cette idée.

### Phase un

2020\*

#### CADRE

- Établir le bien-fondé de l'indice
- Mettre au point un concept
- Donner de l'ampleur à l'initiative

\* Fin du projet en cours.

### Phase deux

2021–2022\*

#### HARMONISATION

Janv.-avr. 2021

- Rayonnement
- Mobilisation des chefs de file
- Mise au point du plan



#### DONNÉES PROBANTES

Avr. 2021 – 2022

- Mobiliser les dirigeants pour qu'ils s'harmonisent les uns avec les autres
- Élaborer des indicateurs
- Valider l'approche

\* Calendrier estimatif.

### Phase trois

2023

#### PUBLIER

- Produire le 1<sup>er</sup> indice
- Déployer en tant qu'outil\*
- Examiner la pertinence

\* Sur le marché, dans les discussions sur les politiques, etc.

## SOMMAIRE

Le Canada est l'un des chefs de file du secteur agroalimentaire les plus durables, les plus sûrs et les plus responsables de la planète, mais, de plus en plus, il faut en montrer la preuve aux consommateurs, aux clients, aux investisseurs, aux actionnaires, aux organismes de réglementation et à nos partenaires commerciaux. La question de la *durabilité* fait actuellement l'objet d'une redéfinition. Alors que le monde est aux prises avec d'énormes défis sociaux, sanitaires, environnementaux et économiques, la façon dont le secteur agroalimentaire mondial et canadien gère et divulgue ces problèmes est une priorité commerciale et sociétale. Les principaux concurrents du Canada (et nos clients) sont en train de s'organiser. Certains pays font valoir leur avantage concurrentiel sur le plan des propositions de valeur alimentaire durable. D'autres mettent en place de nouvelles règles commerciales fondées sur une idée des pratiques alimentaires durables qui ne peut pas toujours être adaptée au contexte agricole de notre pays.

**Vingt-deux partenaires de différents horizons estiment que des points de repère sur la durabilité élaborés au Canada et pertinents à l'échelle mondiale pourraient constituer un outil clé pour promouvoir le Canada en tant que fournisseur agroalimentaire vital, responsable et de premier plan, dans un monde qui cherche à transformer la façon dont les aliments sont produits et fournis.**

En 2020, pendant plusieurs mois, ce groupe s'est attelé à un processus qui a mobilisé des centaines d'intervenants d'ici et d'ailleurs, a supervisé la recherche et a synthétisé les observations et les idées pour aboutir au présent rapport. Il a été convenu que l'analyse comparative était un moyen d'affirmer la confiance dans le système alimentaire du Canada. Il s'agit aussi d'un moyen d'ajouter de la valeur aux entreprises, d'accroître la compétitivité et de soutenir les politiques et les stratégies. Toutefois, ce travail a également révélé que le Canada négligeait l'aspect « valeur ». De meilleurs indicateurs pourraient démontrer ce que fait le secteur, par exemple, pour réduire davantage son empreinte environnementale. En outre, le Canada passe à côté d'une occasion inexploitée de miser davantage sur sa capacité de collecte de données pour répondre aux besoins.

**Le présent travail décrit comment les intervenants du système alimentaire peuvent convenir d'un ensemble d'indicateurs pertinents touchant quatre**

**thèmes – les progrès environnementaux, la santé et la sécurité, le bien-être et la viabilité économique – qui mènerait, à terme, à la publication d'un indice.**

1. Le plan directeur décrirait la voie à suivre, guidée par des principes communs. Ce travail, effectué de manière inclusive et avant qu'il y ait concurrence, serait codirigé par l'industrie (y compris les producteurs) et d'autres intervenants. Une entité ou un centre neutre et faisant autorité, cofinancé par l'industrie et le gouvernement, compilerait les données et préparerait l'indice, validé par des experts d'ici et de l'étranger. Un cadre initial d'élaboration de l'indice serait proposé pour orienter le dialogue.
2. Bien que les détails opérationnels soient encore à déterminer (phase 2), le processus prévoit l'établissement de liens entre les indicateurs clés déjà en jeu dans l'ensemble du secteur et la capacité statistique nationale du Canada afin de fournir un aperçu de haut niveau du leadership, du rendement et des progrès du Canada. Il faudra tirer parti des systèmes de données au sein du secteur privé et à l'échelle nationale, et veiller à ce que l'indice demeure pertinent.
3. Le processus comprend l'utilisation d'études de cas pour élaborer des indicateurs scientifiques propres au contexte agroalimentaire du Canada et respectant ses engagements commerciaux, ainsi que ses engagements nationaux et mondiaux, comme les objectifs de développement durable des Nations Unies et les paramètres mondiaux pertinents. (Nous avons exploré ce potentiel lors de la préparation des deux études de cas initiales, soit l'étude sur les GES ou la séquestration, et celle sur la biodiversité. Ces études ont permis d'établir de nouveaux indicateurs qui pourraient mieux mesurer et mieux refléter les mesures prises par le Canada, et ont mis en évidence des enjeux stratégiques qui faciliteront le changement.)

L'approche proposée devra certainement être peaufinée. Davantage d'intervenants devront être consultés. Cependant, les acteurs du système agroalimentaire du pays font face à un choix : « **En cette période sans précédent pour la société, la planète et l'économie, le Canada souhaite-t-il être un chef de file ou un suiveur?** »



## ÉVEILLER L'AMBITION ALIMENTAIRE DU CANADA

Dans la course mondiale pour atteindre l'objectif de zéro émissions nettes et d'autres objectifs mondiaux urgents, comme la réduction de moitié du gaspillage alimentaire et l'amélioration de la sécurité alimentaire,<sup>1</sup> trois choses sont claires. Premièrement, à l'échelle mondiale, l'agriculture et l'alimentation devraient jouer un rôle encore plus grand dans la réalisation de ces objectifs. Deuxièmement, l'agroalimentaire devra démontrer de plus en plus (et valider) ses progrès à cet égard. Et, troisièmement, il faudra tirer parti de ces actions et de ces idées si l'on veut créer une plus grande valeur commerciale pour les producteurs et le secteur alimentaire, et accélérer les avantages pour la société et la planète à l'avenir – et ainsi atteindre ce qui est tant désiré, une situation *gagnant-gagnant*.

Le Canada peut fournir plus que sa part d'efforts pour tenir cette promesse. Le renforcement de la capacité de séquestration des sols agricoles canadiens, par exemple, sera essentiel pour lutter encore plus contre les changements climatiques. La monétisation de ce potentiel considérable – et l'ajout d'autres valeurs découlant de l'atteinte d'un éventail d'objectifs mondiaux – tout en améliorant les résultats sociétaux, exigent l'adoption de nombreuses mesures. Un catalyseur pourrait permettre d'atteindre ces objectifs tout en donnant au Canada l'occasion de réaliser son ambition alimentaire pendant encore longtemps.<sup>2</sup> Une meilleure analyse comparative du rendement agroalimentaire du pays et de son leadership dans l'ensemble de ses chaînes d'approvisionnement pourrait lui permettre de mettre à profit ses forces et ses avantages que peu d'autres peuvent égaler. Cependant, il est à noter que le contexte pour y arriver est en constante évolution.

<sup>1</sup> Fait référence aux objectifs de développement durable des Nations Unies et à l'Initiative des Nations Unies pour atteindre l'objectif zéro émissions nettes de carbone d'ici 2050; <https://bit.ly/396V5bl>

<sup>2</sup> Cette ambition a récemment été exprimée pour le court terme : « D'ici 2025, le Canada sera l'un des cinq chefs de file mondiaux dans le secteur agroalimentaire, et sera reconnu comme le fournisseur de produits alimentaires de grande qualité le plus fiable et le plus concurrentiel qui soit, en plus d'être un innovateur en matière de produits à valeur ajoutée offerts aux consommateurs du monde entier. » *Rapport des Tables de stratégies économiques du Canada*, Innovation, Sciences et Développement économique Canada, 2018.

## SUIVRE L'ÉVOLUTION ET DÉTERMINER L'AMPLEUR DE L'ÉTUDE COMPARATIVE

Puisque la production alimentaire mondiale est généralement jugée non durable,<sup>3</sup> l'examen doit être des plus minutieux et sans précédent. Les indices mondiaux évaluent les pays et les entreprises alimentaires. (Ils ne présentent pas toujours un aperçu avantageux ou exact des pratiques agroalimentaires canadiennes; voir l'annexe E pour en savoir plus sur les indices mondiaux.) Les résultats des organisations non gouvernementales (ONG) sur la défense des intérêts montrent que les acteurs agroalimentaires sont classés selon divers facteurs, comme l'environnement, la nutrition, la salubrité des aliments, les soins des animaux et les droits de la personne. En évaluant ces mêmes éléments (soi disant des risques non financiers), on observe que les investisseurs institutionnels et les banques sont en train de redéfinir leur importance. De tels *rapports intégrés* sont de plus en plus courants, ce qui renforce la transparence et favorise une *finance durable*. Cela pourrait changer la donne. Les banques commencent à offrir aux gros emprunteurs des taux plus bas pour atteindre les objectifs de durabilité.<sup>4</sup> Les décisions sont facilitées par les nouvelles normes et cotes en matière de divulgation.<sup>5</sup> Ces renseignements sont également utilisés directement par les entreprises alimentaires pour suivre leurs expositions environnementales et faire rapport à leurs actionnaires et à leurs consommateurs.<sup>6</sup>

L'analyse comparative évolue rapidement. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) s'intéresse de plus en plus à la *comptabilité intégrée* et à la divulgation plus uniforme de ces indicateurs non financiers, une question qu'elle considère comme « urgente » (voir



l'annexe B, sur les facteurs liés aux investisseurs). L'appel à la normalisation des mesures des risques de l'entreprise prend de l'ampleur. D'autres travaux sont en cours. À l'ONU, un nouveau dialogue mondial est engagé pour mieux tenir compte des externalités de la production alimentaire dans les prix.<sup>7</sup> Le Sommet sur les systèmes alimentaires de l'ONU qui aura lieu en 2021 devrait s'articuler autour de « ce qu'est un système alimentaire durable »; la réponse à cette question pourrait influencer la façon dont le rendement national est évalué.<sup>8</sup> Enfin, la COVID 19 relève la barre pour tout le monde. La pandémie met en évidence la nécessité de montrer comment les liens entre les mesures sanitaires, environnementales et économiques améliorent la résilience. Tout cela confirme le point de vue selon lequel la mesure du rendement du Canada en matière de durabilité est façonnée par une foule de faits nouveaux, dont bon nombre proviennent de l'étranger.

<sup>3</sup> Parmi de nombreux exemples, notons le Forum économique mondial qui déclare que « les systèmes alimentaires mondiaux d'aujourd'hui ne sont viables ni pour les gens et ni la planète » (2018).

<sup>4</sup> Les Aliments Maple Leaf et BMO Marchés des capitaux concluent le premier prêt lié à la durabilité au Canada. *Communiqué de presse de BMO*, le 11 décembre 2019. <https://nouvelles.bmo.com/2019-12-11-Les-Aliments-Maple-Leaf-et-BMO-Marches-des-capitaux-concluent-le-premier-pret-lie-a-la-durabilite-au-Canada>

<sup>5</sup> John Uhren, chef, Financement durable, produits et stratégie, BMO Groupe financier, présentation, webinaire sur le projet, 18 novembre 2020.

<sup>6</sup> Bridget Schrempf, gestionnaire, Systèmes alimentaires durables, CDP, webinaire sur le projet, 16 septembre 2020. (Le CDP évalue plus de 9 600 entreprises, 800 villes et 120 régions.)

<sup>7</sup> Il s'agit d'une « véritable comptabilité analytique »; Lauren Baker, directrice des Programmes, Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation, présentation, webinaire sur le projet, 18 novembre 2020.

<sup>8</sup> Cette question touche l'ensemble de l'économie : « il n'y a pas d'indicateur macroéconomique convenu de la durabilité », *The Changing Wealth of Nations 2018, Banque mondiale*.



## RÉAGIR FACE À LA CONCURRENCE

Les pays et leurs systèmes alimentaires se positionnent comme des chefs de file en matière de durabilité. Les pays et les régions établissent des règles internes et des conditions commerciales en fonction de leur vision de ce à quoi ressemble une production alimentaire durable et responsable.<sup>9</sup> L'Union européenne (UE) est sur le point de se lancer dans la *diplomatie des accords verts* pour faire progresser ses principes à l'étranger, et a intégré cette réflexion dans les accords commerciaux. Déjà, une certification est requise pour obtenir et maintenir l'accès au marché pour certains produits.<sup>10</sup> Les pays adaptent leurs stratégies pour assurer l'accès aux marchés et affirmer leurs marques tout en stimulant la productivité agricole et la transformation alimentaire à l'échelle nationale. La Nouvelle-Zélande a élaboré un tableau de bord sur la durabilité pour suivre

le rendement de son système alimentaire. La résilience future de l'agriculture néo-zélandaise vise à répondre aux consommateurs sur les marchés étrangers qui exigent de plus en plus la vérification des « affirmations écologiques propres » de New Zealand Inc.<sup>11</sup> Avec près de 90 % de sa production alimentaire exportée, l'Irlande a été la « pionnière » du premier programme national de durabilité des aliments et des boissons au monde, ayant établi des objectifs mesurables de durabilité dans toutes ses chaînes d'approvisionnement.<sup>12</sup> Les normes mondiales en matière de durabilité sont des outils autant pour les pays que pour les entreprises.<sup>13</sup> Par exemple, les normes de la Global Reporting Initiative (GRI) ont été citées par 67 pays et 75 % des 250 plus grandes entreprises au monde. Pour le Canada, l'élaboration de mesures du rendement national doit tenir compte de la façon dont la barre est fixée ailleurs dans le monde.

L'établissement de cibles est une pratique largement utilisée pour répondre à l'évolution du marché.<sup>14</sup> Il y a tellement de cibles axées sur les résultats annoncés (sur les priorités environnementales seulement) que le projet a publié un rapport contextuel sur la question (voir les annexes C et D). Par exemple, pour réduire les émissions totales à la ferme, y compris atteindre l'objectif zéro émissions nettes, les producteurs « comptent tout »; ils y voient là un moyen d'améliorer leur efficacité de production, de réduire leurs coûts d'exploitation, etc.<sup>15</sup> Atteignant leurs cibles annoncées, les transformateurs de produits alimentaires et les détaillants innovent pour réduire le gaspillage alimentaire, en adoptant des emballages à effets moindres qui maintiennent toujours la salubrité et la qualité des aliments, tout en offrant aux consommateurs une gamme croissante de produits alimentaires d'origine responsable (et étiquetés comme tels). De plus,

<sup>9</sup> Luis Carazo Jimenez, chef d'unité, Direction générale de l'agriculture et du développement rural, Commission européenne, présentation, webinaire sur le projet, 18 novembre 2020.

<sup>10</sup> Les indicateurs de rendement agroenvironnemental du Canada certifient que le canola pourrait accéder aux marchés européens et américains des matières premières de biocarburant; <https://www.agr.gc.ca/fra/agriculture-et-environnement/pratiques-agricoles/l-agriculture-ecologiquement-durable-au-canada-serie-sur-les-indicateurs-agroenvironnementaux-rapport-numero-4/?id=1467307820931>

<sup>11</sup> *Synthesis Report*, 2019, New Zealand Sustainability Dashboard Project; <https://www.sustainablewellbeing.nz/nzsd-synthesis>

<sup>12</sup> Origin Green, Bord Bia (Irish Food Board); <https://www.origingreen.ie>

<sup>13</sup> La GRI (officiellement connue sous le nom de Global Reporting Initiative) lancera un nouveau programme d'agriculture et de pêche en 2021. Margarita Lysenkova, gestionnaire, Normes, GRI, présentation, webinaire sur le projet, 18 novembre 2020.

<sup>14</sup> De plus en plus de consommateurs s'intéressent à la façon dont leurs aliments sont produits, ce qui contribue à l'établissement d'objectifs d'entreprise. De plus en plus, pour les consommateurs canadiens, la durabilité de l'environnement est non négociable. *2020 Public Trust Research*, Centre canadien pour l'intégrité des aliments.

<sup>15</sup> Concernant l'objectif zéro émissions nettes du secteur laitier des États-Unis, Robynne Anderson, présidente, Agriculture émergente, présentation, webinaire sur le projet, 16 avril 2020.



pour respecter de tels engagements, il faut établir une collaboration plus étroite avec les chaînes d’approvisionnement.<sup>16</sup>

Le secteur agroalimentaire américain s’organise et pivote sur sa nouvelle stratégie en matière d’ODD,<sup>17</sup> notamment en se positionnant pour être positif sur le plan du carbone d’ici 2035.<sup>18</sup> Les Pays-Bas veulent être un chef de file de l’« agriculture circulaire ».<sup>19</sup> Un consortium d’entreprises alimentaires a lancé One Planet Business for Biodiversity (OP2B). Il élabore de nouvelles cibles afin de « prendre des mesures audacieuses pour protéger et restaurer la biodiversité cultivée et naturelle au sein de leurs chaînes de valeur ».<sup>20</sup>

Heureusement, un certain nombre de secteurs des produits de base et d’entreprises alimentaires du Canada sont à l’avant-garde du changement, et leurs réponses sont de calibre mondial. Par exemple, le Canada est le premier pays au monde à offrir du bœuf certifié durable dans la chaîne d’approvisionnement,<sup>21</sup> et l’agriculture sans travail du sol est une principale innovation (voir l’annexe D).<sup>22</sup> Mais les signaux sont clairs. Ce monde alimentaire qui émerge rapidement a besoin d’une réponse canadienne exhaustive. Le secteur agroalimentaire canadien n’est pas harmonisé. Le Canada a l’occasion de dresser un portrait plus intégré de sa durabilité et de ses attestations en matière de qualité, de la ferme à la vente au détail, et de montrer qu’il est l’un des chefs de file mondiaux les plus durables, les plus sécuritaires et les plus responsables sur le plan environnemental.

## POSITIONNER LE CANADA

Le Canada devrait être un chef de file mondial dans la démonstration de ses progrès sur les questions agroalimentaires que les consommateurs, les clients, les organismes de réglementation, les actionnaires et les investisseurs ont à cœur. L’agriculture canadienne détient l’empreinte environnementale la plus faible au monde.<sup>23</sup> Fort de sa réputation de chef de file mondial en agronomie, en salubrité des aliments, en santé animale et en bonne gouvernance, le Canada est bien placé pour valider ce leadership.

Les systèmes de données (exclusifs ou partagés entre des consortiums d’intervenants) sont

<sup>16</sup> La mobilisation de la chaîne de valeur (ou d’approvisionnement) est essentielle à l’entreprise. Par exemple, la plupart des effets environnementaux et des expositions des entreprises alimentaires sont attribuables à leurs chaînes d’approvisionnement. Les émissions de portée 3 (c.-à-d. celles qui se produisent dans les chaînes d’approvisionnement d’une entreprise en amont et en aval) représentent en moyenne 89 % des émissions totales des entreprises d’aliments et de boissons. *CDP Supply Chain: Changing the Chain*, CDP Supply Chain Report 2019-2020; <https://bit.ly/3m1HXs4>

<sup>17</sup> « ODD » désigne les Objectifs de développement durable des Nations Unies, soit 17 objectifs visant à transformer le système alimentaire mondial d’ici 2030. Voir l’annexe A sur les priorités liées aux ODD.

<sup>18</sup> Erin Fitzgerald, PDG, U.S. Farmers & Ranchers in Action; David Bennell, gestionnaire, Food & Nature, WBCSD, présentation, webinaire sur le projet, 18 novembre 2020.

<sup>19</sup> Ministère de l’Agriculture, de la Nature et de la Qualité des aliments, Pays-Bas, 2018.

<sup>20</sup> La coalition One Planet Business for Biodiversity regroupe Loblaw et McCain Foods.

<sup>21</sup> Brenna Grant, gestionnaire, Canfax/Canadian Cattlemen’s Association, présentation, webinaire sur le projet, 16 septembre 2020.

<sup>22</sup> *The development and adoption of conservation tillage systems on the Canadian Prairies*, International Soil & Water Conservation Research, mars 2014. De plus, le programme de gérance des nutriments « 4B » (bonne source, bonne dose, bon moment, bon endroit) est une norme élaborée au Canada et reconnue mondialement pour ses bonnes pratiques de fertilisation.

<sup>23</sup> La production de cultures et l’élevage de bétail représentent un peu plus de 8 % des émissions globales de GES du Canada, alors que l’agriculture mondiale représente environ 23 % des émissions mondiales de GES. *L’agriculture efficace en tant que fournisseur de solutions au gaz à effet de serre*, Institut canadien des politiques agroalimentaires (ICPA), 2019; <https://capi-icpa.ca/fr/explorer/ressources/efficient-agriculture-as-a-greenhouse-gas-solutions-provider/>.



essentiels pour suivre et vérifier les pratiques durables (aperçus qui confèrent des primes aux producteurs, les coûts plus bas et les allégations des entreprises alimentaires<sup>24</sup> (voir la section « Avantages » ci-après). L'établissement de liens et l'exploitation de ces plateformes (avant qu'il n'y ait concurrence) de même que le fait d'être lié à la capacité statistique nationale du Canada (peut-être au moyen d'une forme collaborative quelconque de *centre ou de carrefour des données*) constituent une occasion inexploitée de réaliser une analyse comparative nationale.

Mais le leadership est en train d'être redéfini. De plus en plus, les gens veulent savoir comment l'atteinte des résultats économiques, environnementaux et sociétaux va de pair, tout comme ils veulent savoir ce qui est fait lorsqu'on ne réussit pas à les atteindre.<sup>25</sup> La collaboration est donc requise pour montrer ces améliorations, catalysées par une vision commune de la mesure du rendement du système alimentaire.<sup>26</sup> On peut également améliorer l'analyse comparative

et l'utiliser de façon proactive pour éclairer les politiques, améliorer la compétitivité et projeter une présence plus forte sur la scène internationale. Si cela est bien fait, le Canada aura le potentiel de devenir un modèle mondial reconnu pour avoir adopté une telle approche.

Les chefs de file agroalimentaires du Canada sont confrontés à un choix – et il s'agit d'éveiller l'ambition agroalimentaire du pays en cette période sans précédent pour la société, la planète et l'économie.

*Le Canada veut-il être un chef de file ou un suiveur dans ce nouveau monde de l'alimentation?* La présentation des titres de compétences agroalimentaires du pays et la mise à profit de ses connaissances constituent une occasion à saisir.

Ou, est-ce que le Canada renoncera à la valeur qui peut émerger de tout cela et s'en remettra à d'autres pays pour façonner en grande partie son discours agroalimentaire?

<sup>24</sup> Deux présentations ont porté sur les avantages et la capacité des systèmes de données : Bronwynne Wilton, chef de projet, Initiative de durabilité agroalimentaire canadienne (IDAC) et Michael Crowe, membre du conseil d'administration, Réseau canadien d'automatisation et d'intelligence artificielle de l'agroalimentaire (RCAIAA), présentations, webinaire sur le projet, 16 septembre 2020.

<sup>25</sup> Les priorités sociales prennent de plus en plus d'importance, notamment en ce qui concerne les conditions de travail et les relations de travail; la TRCCD élabore actuellement un code de pratique, y compris en matière de santé et de sécurité; Susie Miller, directrice générale, Table ronde canadienne sur les cultures durables, présentation, webinaire sur le projet, 16 septembre 2020.

<sup>26</sup> Indique la nécessité de collaborer. La question du sondage provenant du webinaire du projet du 18 novembre était la suivante : « Qu'est-ce qui catalysera le système alimentaire d'un pays pour lui permettre d'atteindre ses objectifs mondiaux et de respecter ses engagements commerciaux? » La réponse n° 1 était « de meilleures collaborations entre les producteurs, les entreprises agroalimentaires et d'autres entités », suivie de « plus d'innovation, de sciences et de technologie » (n° 2) et « de meilleures mesures : comparabilité et uniformité » (n° 3).

## UNE IDÉE QUI PREND DE L'AMPLEUR

Cette idée d'analyse comparative de l'agroalimentaire canadien prend de l'ampleur :

- Avec l'appui de vingt-deux partenaires (voir l'annexe G), le projet a joint des centaines d'intervenants d'ici et d'ailleurs dans le cadre d'une série de webinaires et de dialogues qui ont attiré beaucoup de monde en 2020 (voir le diagramme de la phase un ci-dessous et la liste des organismes participants à l'annexe F).
- Des recherches publiées en octobre ont documenté la manière dont l'analyse comparative de l'empreinte environnementale de l'agroalimentaire gagne en popularité.
- Les partenaires se sont appuyés sur des études de cas pour évaluer l'état actuel des mesures et du potentiel, afin de mieux mesurer deux enjeux, soit les gaz à effet de serre (GES) et la séquestration, et la biodiversité. Ce travail a révélé la valeur qui peut émerger de ce travail. L'emploi de nouveaux indicateurs pour mieux présenter les progrès du Canada a été suggéré. Le travail a également permis d'examiner certaines questions stratégiques pertinentes. (Ces deux études de cas sont publiées séparément.)
- Les organisations mondiales reconnaissent cette initiative canadienne. Au cours des webinaires, des intervenants clés ont encouragé le Canada à diriger et à aller de l'avant
- De nombreux intervenants canadiens appuient une meilleure analyse comparative<sup>27</sup> à l'échelle nationale, à la condition qu'elle soit crédible, pratique et percutante.

## Phase Un | Processus

### Sensibilisation, recherche et rapports

Dialogues d'Ottawa et de Saskatoon	Contexte mondial (webinaire)	Données et points de repère (webinaire)	Répercussions stratégiques et politiques (webinaire)		
Fév 2020	Avril	Septembre	Octobre	Novembre	Jan 2021
<i>Document conceptuel</i>			Rapport sur les objectifs de durabilité et communiqué de presse		<b>Rapport final et communiqué de presse</b> Comprend : eux études de cas : GES et séquestration, et biodiversité, Recherche sur les indices mondiaux
Le rapport sur les objectifs de durabilité et les enregistrements et présentations de webinaires sont disponibles en ligne auprès de certains partenaires.					

<sup>27</sup> Par exemple, l'un des nombreux sondages non scientifiques par webinaire a révélé que 86 % des intervenants participants affirment que le Canada a grandement ou relativement besoin de meilleures mesures et des points de repère pour l'avenir; webinaire du projet, le 16 avril 2020.

## METTRE LE PLAN D'ACTION À EXÉCUTION

Pour que le Canada puisse saisir cette occasion, ce projet présente aux dirigeants du système alimentaire un plan directeur visant à faire progresser le travail et à établir des points de repère pour son système agroalimentaire. (Ces éléments sont précisés davantage ci-après.)

- Le *cadre* comporte quatre priorités en matière de durabilité (voir le diagramme). Chaque bloc comprend plusieurs points de repère et divers sous-indicateurs.
- Un ensemble de *principes* guide l'élaboration de l'indice par les intervenants. Ces principes reposent sur des initiatives menées par les producteurs et l'industrie, ainsi que sur les initiatives de sensibilisation.
- Un *groupe directeur*, codirigé par l'industrie, doit être mis sur pied si l'on veut faire progresser le processus tout en disposant de représentants de l'ensemble du système alimentaire et des secteurs adjacents.
- Un *organisme ou un partenariat* financé doit gérer et maintenir le processus de mesure. Il doit faire autorité, être neutre et représentatif.

Pour l'élaboration des mesures, cette entité ou ce centre travaillerait avec les plateformes de données et de technologie de l'industrie et d'autres organisations, et avec les moyens statistiques du Canada.

- Une *série d'étapes* permettra de s'assurer que les indicateurs sélectionnés sont adaptés au contexte agricole et alimentaire du Canada et s'harmonisent avec les objectifs mondiaux.
- Un *modèle d'étude de cas* sera présenté pour faciliter l'élaboration des indicateurs. Il est essentiel de rassembler divers intervenants pour travailler avant qu'il n'y ait concurrence, afin de préciser ce qui doit être mesuré et de cerner les lacunes. (Bien qu'ils soient résumés ci-dessous, les deux cas sont publiés séparément.)
- Un *groupe d'experts indépendant* composé d'experts nationaux et internationaux validerait la série d'indicateurs.
- Un premier ensemble de repères – *un indice* – serait ensuite publié et examiné au fil du temps pour en assurer la pertinence.



## AVANTAGES

L'analyse comparative en soi n'est pas une panacée, mais elle peut être un outil clé pour ajouter de la valeur et exposer les avantages du Canada de trois façons :

### 1 Afficher la double valeur

La durabilité commence avec les producteurs. En *produisant plus avec moins et de façon responsable*, la productivité et la résilience accrues contribuent à la viabilité économique des producteurs; un principe semblable peut permettre d'accroître la valeur commerciale pour les entreprises dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. Il est essentiel de démontrer comment ces résultats améliorent le bien-être des gens et des écosystèmes, établissent la confiance, affirment la marque et répondent aux attentes en matière d'alimentation. (Voir les exemples dans l'encadré ci-dessous).

### 2 Être en harmonie

La collaboration entre les chaînes d'approvisionnement et avec les secteurs adjacents est essentielle si l'on veut déterminer les mesures nécessaires pour répondre à ce monde alimentaire en évolution. De plus, l'exploitation des plateformes technologiques et de données du Canada et l'harmonisation de sa capacité d'innovation et de recherche aideront à valider le rendement, à améliorer la crédibilité et la transparence des allégations et à monétiser les éléments de preuve pour le secteur.

### 3 Soutenir les politiques et les stratégies

L'analyse comparative offre une optique pour la prise de décisions afin de faire progresser les priorités nationales et mondiales. Les mesures et les indicateurs fournissent une meilleure compréhension de ce qui favorise ou entrave la compétitivité ou l'atteinte de meilleurs résultats sociaux.

## Illustration de la valeur pour les producteurs, les entreprises et la chaîne d'approvisionnement – exemples :

Prime pour un bœuf durable	Cultures durables
Les producteurs de bœuf et d'autres intervenants de la chaîne de valeur reçoivent une prime trimestrielle par tête de la part de détaillants et de transformateurs (p. ex. McDonald's et Cargill) pour avoir fourni du bœuf certifié durable. Un système de TI (BIX) permet de retracer, de partager et de vérifier les données sur les animaux (la chaîne de possession) parmi tous les intervenants afin d'assurer l'intégrité du programme. <sup>28</sup> McDonald étiquette le bœuf durable pour ses clients des restaurants.	Grâce à l'utilisation de la certification numérique, des technologies de capteurs et de l'analytique améliorée, de nombreux producteurs agricoles utilisent les meilleures pratiques agronomiques pour stimuler la productivité, optimiser les intrants et améliorer la séquestration du carbone (ces stratégies et d'autres stratégies de gestion des terres sont également bénéfiques pour la biodiversité). Le secteur des cultures a souligné l'importance du changement du carbone organique dans le sol pour démontrer les avantages de la séquestration. Il existe de nouvelles occasions de récompenser les producteurs qui utilisent ces pratiques. <sup>29</sup>

Une série de diagrammes, de commentaires et d'annexes explique en détail les travaux réalisés à la phase 1.

<sup>28</sup> Michael Crowe, Lakeland College, membre du conseil d'administration, Réseau canadien d'automatisation et d'intelligence artificielle de l'agroalimentaire, présentation, webinaire sur le projet, 16 septembre 2020.

<sup>29</sup> Susie Miller, directrice générale, Table ronde canadienne sur les cultures durables, présentation, webinaire sur le projet, 16 septembre 2020, et l'étude de cas du projet ont souligné l'importance du carbone organique dans le sol (voir la discussion sur les GES dans la section Études de cas, à venir), et ont traité de la question de la valeur des compensations de carbone pour les producteurs dans la séquestration des GES. De plus, l'étude de cas sur la biodiversité a brièvement cerné la monétisation des services écologiques.



# Aperçu du projet



# Partie 1 | La nécessité et l'occasion de démontrer le rendement agroalimentaire du Canada

L'analyse comparative est un outil clé pour promouvoir le Canada en tant que fournisseur de produits agroalimentaires vital, responsable et de premier plan dans un monde qui cherche à transformer la façon dont les aliments sont produits et fournis.

Contexte mondial	Conséquences pour le Canada	Occasion pour le Canada	Le choix des dirigeants agroalimentaires
<ul style="list-style-type: none"> <li>● La nécessité d'une analyse comparative du rendement du secteur agroalimentaire est indéniable.</li> <li>● Les objectifs mondiaux visent à transformer les systèmes alimentaires.</li> <li>● La divulgation de l'« importance » met l'accent sur la nature intégrée des risques et des possibilités.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Mesurer ou être mesuré.</li> <li>● Le colossal programme mondial constitue une occasion pour le Canada.</li> <li>● « Leadership » redéfini = attributs de qualité des aliments + qualité des rapports.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Double valeur : Tirer des avantages économiques de la durabilité environnementale et l'améliorer.</li> <li>● Éviter de laisser des éléments de preuve précieux sur la table : Refléter les avantages et les progrès du marketing.</li> <li>● La mise à profit et le couplage complets des plateformes de données permettent d'obtenir des indicateurs de rendement clé, des allégations et de la valeur à l'échelle du système.</li> </ul>	<p><b>Démontrer le rendement du Canada et réaliser l'ambition agroalimentaire du pays</b></p> <p><i>ou</i></p> <p>Renoncer à la valeur qui découlera de cette démarche et laisser à d'autres le soin de définir l'histoire du Canada.</p>

Pourquoi l'analyse comparative est-elle importante?

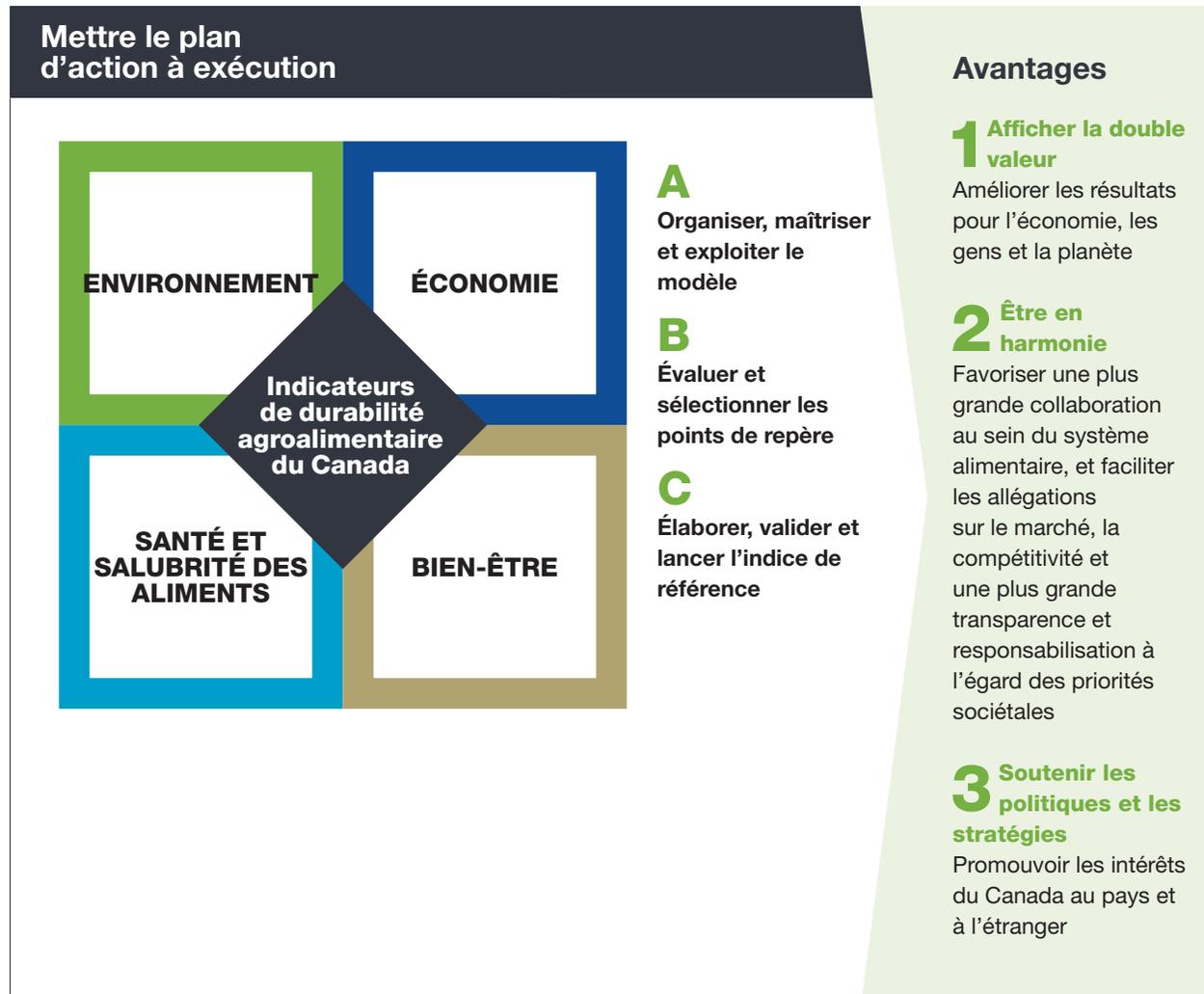
Qu'est-ce que cela signifie pour le Canada?

Quels en sont les avantages?

Quel choix le pays a-t-il?

## Partie 2 | Élaboration des points de repère

Un processus de collaboration réunit divers intervenants pour évaluer et sélectionner les bons points de repère.





# Mettre le plan d'action à exécution



## A | Organiser, maîtriser et exploiter le modèle

Mettre le plan d'action à exécution		
	A1 Groupe directeur	A2 Financer et exploiter l'initiative
<p><b>A</b> Organiser, maîtriser et exploiter le modèle</p> <p><b>B</b> Évaluer et sélectionner les points de repère</p> <p><b>C</b> Élaborer, valider et lancer l'indice de référence</p>	<p><b>Diversité du système alimentaire</b> Divers représentants du système alimentaire*, codirigés par les producteurs et l'industrie, orientent l'élaboration de l'analyse comparative, décident des priorités et assurent l'intégrité du processus.</p> <p><i>* Le système alimentaire comprend les producteurs, les entreprises agroalimentaires et alimentaires, les ONG, le milieu universitaire, le gouvernement et les secteurs adjacents : technologie et innovation, finances, etc.</i></p>	<p><b>Financement</b> Un consortium financé par des fonds publics et privés soutient une entité* – neutre, représentative et faisant autorité – pour exécuter les fonctions nécessaires à l'élaboration d'un indice.</p> <p><b>Orientation opérationnelle</b> Il reste à décider comment cette entité regrouperait les mesures provenant des initiatives d'analyse comparative des sous-secteurs existants ou émergents, des plateformes technologiques et des données offertes par l'industrie et les consortiums, de même que des statistiques nationales.</p> <p>* Autres options : financées exclusivement par l'industrie ou le gouvernement.</p>

Comment créer un indice national

Que faut-il faire?

20

### Principes

#### Urgence

D'autres pays s'alignent pour atteindre des objectifs mondiaux. Les intervenants du système agroalimentaire du Canada sont invités à réagir.

#### Fondés sur la collaboration

Un groupe du système alimentaire inclusif travaille avant qu'il n'y ait concurrence pour faire progresser l'indice.

#### Compréhension commune de la « durabilité »

(a) La viabilité économique (viabilité) des fermes et des entreprises est liée à la durabilité environnementale et sociale.  
(b) Les mesures de la viabilité commerciale sont fondées sur la

divulgaration, par les investisseurs, d'indicateurs non financiers, soit les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (« ESG »). (Voir l'annexe B pour un examen des facteurs ESG.)

## B | Évaluer et sélectionner les points de repère

Mettre le plan d'action à exécution		
A	B1 Brève liste des points de repère pertinents	B2 Dégager un consensus à partir des études de cas
<p><b>A</b> Organiser, maîtriser et exploiter le modèle</p> <p><b>B</b> Évaluer et sélectionner les points de repère</p> <p><b>C</b> Élaborer, valider et lancer l'indice de référence</p>	<p><b>Déterminer les mesures prioritaires</b> « Choisir au hasard » les principaux problèmes à mesurer en fonction des engagements mondiaux et nationaux et des priorités du marché*, afin de présenter une vision crédible du rendement, des forces et des progrès par rapport aux lacunes.</p> <p><i>* Voir le cadre et les objectifs plus loin.</i></p>	<p><b>Recherche sur les mesures</b> Les profils sur les questions clés* examinent « le quoi, le pourquoi et le comment » pour effectuer des analyses comparatives, en cernant les bases de données, les lacunes, les exigences changeantes, etc. (Remarque : Les mesures choisies devraient être des indicateurs de « leadership » (et non de « décalage ») ainsi que des résultats afin d'être pertinentes pour l'utilisateur final sur le marché (consommateurs, organismes de réglementation, etc.).</p> <p><b>Répercussions sur les politiques</b> Cerner les enjeux qui pourraient permettre ou entraver l'analyse comparative et le respect des engagements mondiaux ou avoir une incidence sur la compétitivité.</p> <p><i>* Voir les études de cas : GES et séquestration, biodiversité, à venir.</i></p>

Comment créer un indice national

Que faut-il faire?

### Principes

#### Pertinence pour le Canada

Les indicateurs reflètent le contexte agricole du Canada.

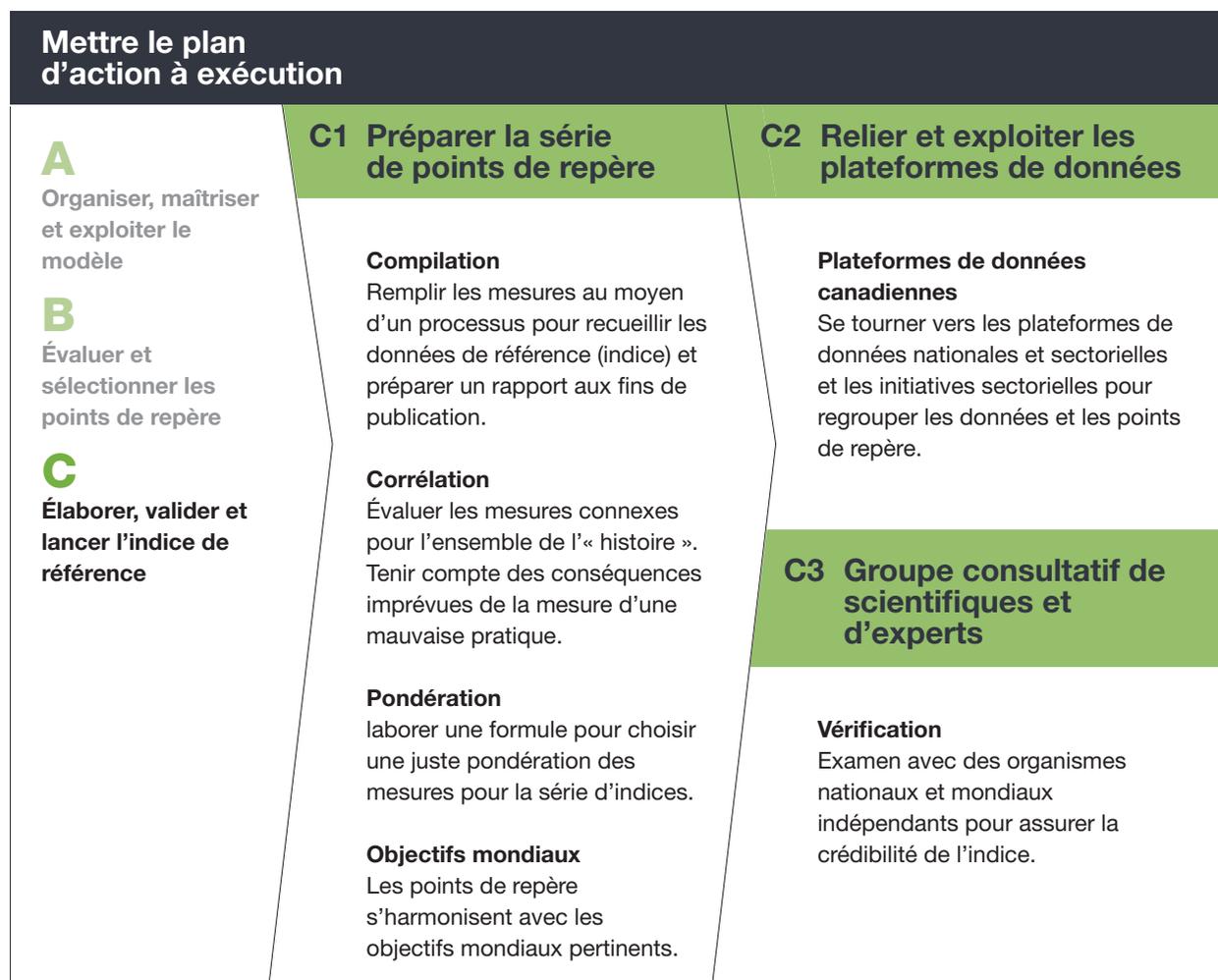
#### Crédibilité

Les indicateurs sont fondés sur des données scientifiques ou conformes aux pratiques exemplaires mondiales.

#### Limite des données

On ne peut pas tout mesurer. Il y a des coûts et des compromis à faire dans la sélection des mesures.

## C | Élaborer, valider et lancer l'indice de référence



Comment créer un indice national

Que faut-il faire?

### Principes

#### Importance

Les indicateurs mesurent ce qui est prévu

#### Vérifiable

L'indice est examiné par un tiers.

#### Peut être révisé

L'indice est mis à jour pour répondre aux besoins émergents.

#### Transparence

Publier les résultats et les méthodologies.

# Cadre de l'indice des points de repère et des indicateurs

L'indice proposé comporte quatre blocs prioritaires

- Environnement
- Économie
- Santé et salubrité des aliments
- Bien-être

Chacun d'eux est associé à toute une gamme d'indicateurs et de sous-indicateurs (page suivante) et renvoie généralement à des objectifs mondiaux.

## Conception de haut niveau

Tout comme la conception des indices agroalimentaires mondiaux, cet indice présente une vue consolidée et choisie du rendement. Il est préférable de laisser les détails sur chaque produit et entreprise à leurs indices respectifs (voir les exemples sur le bœuf et les cultures à l'annexe D), mais les paramètres pertinents pourraient être intégrés ou regroupés dans l'indice national.<sup>30</sup>

## Approche ascendante et descendante

En se fondant sur les webinaires et les dialogues avec les partenaires, l'élaboration d'un indice national devra tenir compte des engagements nationaux et mondiaux et des attentes du marché (descendant) ainsi que des exigences et des initiatives des producteurs, des secteurs et des entreprises (ascendant).

## Travail en cours

On s'attend à ce que ces indicateurs soient peaufinés au cours de la prochaine phase du travail, au moyen d'une consultation plus vaste. Le processus comprend des étapes pour s'assurer que *les bons* points de repère sont choisis (p. ex. importance relative et aspect pratique). Il y a un coût associé à l'analyse comparative, et celle-ci doit être élaborée de façon efficiente et efficace.



## Soutenu par des études de cas

Des études de cas ont été réalisées pour examiner l'état actuel des paramètres, des lacunes et des enjeux émergents pour deux sous-indicateurs clés, soit les GES et la séquestration, et la biodiversité. Les suggestions visant à améliorer ce qui est mesuré sont saisies dans le cadre de l'indice et résumées à l'avance. Il importe de noter que les études de cas révèlent également comment une discussion sur les mesures incite les gens à soulever des questions stratégiques clés, des questions qui peuvent favoriser ou entraver l'analyse comparative. Certains exemples sont indiqués ci-dessous.

<sup>30</sup> Il faudra mettre en place un processus d'élaboration des mesures, détaillé dans la section du plan directeur, pour régler de nombreuses questions de données complexes; l'une de ces questions consiste à déterminer si et comment fonder l'indice sur les données au niveau de la ferme (regroupées) ou les données régionales et nationales disponibles auprès de sources publiques. Certains indices mondiaux utilisent des enquêtes pour combler les écarts, ce qui est une pratique plus ou moins rigoureuse.

# Indice national du leadership en matière de durabilité agroalimentaire (ébauche)

Objectifs mondiaux	Bloc prioritaire	Indicateurs	Sous-indicateurs		
	ENVIRONNEMENT	Changements climatiques	<b>Sous-indicateurs existants :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Émissions de GES pour l'agriculture primaire</li> <li>Carbone organique du sol, changement du carbone organique du sol</li> </ul>		
			Biodiversité	<b>Nouveaux sous-indicateurs proposés</b> à partir de l'étude de cas: <ul style="list-style-type: none"> <li>Une vue d'ensemble complète de la chaîne d'approvisionnement des émissions de GES du système agroalimentaire n'est pas disponible en détail, mais pourrait être élaborée en déployant quelques efforts supplémentaires (certaines données sur les entreprises manufacturières sont actuellement disponibles)</li> <li>Les pratiques de gérance des éléments nutritifs (N<sub>2</sub>O) peuvent éclairer davantage les mesures du changement du carbone organique dans le sol.</li> </ul>	
				<b>Sous-indicateurs existants :</b> Outre une série d'indicateurs de durabilité agricole, il faut suivre une trajectoire propre à la biodiversité : <ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de jours de sol couvert; disponibilité de l'habitat faunique sur les terres agricoles</li> <li>Disponibilité de l'habitat des insectes; indicateur de microbiologie du sol (en cours d'élaboration)</li> </ul>	
		Pesticides, etc.	<b>Nouveaux sous-indicateurs proposés</b> à partir de l'étude de cas: <ul style="list-style-type: none"> <li>Diversité génétique; changement d'habitat et ratio des terres marginales; oiseaux des terres agricoles; insectes pollinisateurs sauvages.</li> </ul>		
		Emballage			
		Utilisation de l'eau			
		Déchets de cuisine			
			ÉCONOMIE	Résilience	<p>Remarque : Cette phase du projet n'a pas permis d'élaborer des études de cas pour ces indicateurs ou d'autres sous-indicateurs potentiels. Cette liste n'est fournie qu'à titre d'information.</p> <p>Le choix des sous-indicateurs doit être déterminé par les attentes et les exigences du marché, les engagements nationaux et mondiaux et le choix de mesures qui reflètent le contexte agricole et alimentaire du Canada.</p>
				Gouvernance Plans et sous-secteur des ODD	
			SANTÉ ET SALUBRITÉ DES ALIMENTS	Salubrité des aliments	
Résistance aux antimicrobiens					
Atténuation des maladies zoonotiques					
	BIEN-ÊTRE	Conditions de travail			
		Soins des animaux			

Certains objectifs de développement durable des Nations Unies sont généralement associés aux priorités canadiennes. L'objectif 13 établit des liens avec la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. À noter que les nouveaux objectifs de biodiversité de la Convention sur la diversité biologique sont à venir. (Voir l'annexe 1 pour plus de détails sur les ODD.)

# Études de cas





# 1 | Étude de cas sur les GES et la séquestration

Pour beaucoup, la mesure des émissions de gaz à effet de serre (GES) est le test décisif de la durabilité environnementale. Au fur et à mesure que les effets néfastes des changements climatiques se font sentir, l'agriculture est souvent citée comme l'un des principaux facteurs contribuant aux niveaux mondiaux de GES. Le Canada est un grand émetteur de GES par habitant (voir l'encadré), mais l'agriculture canadienne a une histoire relativement positive à raconter. La production agricole et l'élevage de bétail représentent un peu plus de 8 % de l'ensemble des émissions de GES du Canada, comparativement à quelque 23 % pour les émissions agricoles mondiales.<sup>31</sup> Mais la mesure des progrès sur les « passifs » (émissions) doit être complétée par l'exploitation des « actifs », dont la séquestration du carbone. La capacité de séquestration des sols agricoles canadiens offre d'énormes possibilités. Cette étude de cas porte sur ces questions dans le cadre d'une analyse comparative de l'agroalimentaire.<sup>32</sup>

## Vue globale de l'indice des points de repère

Les mesures prises pour s'attaquer aux changements climatiques représentent près d'un quart (24 %) de l'indice de performance environnementale de Yale, une évaluation mondiale de la performance environnementale et de biodiversité de 180 pays.<sup>33</sup> Les pays européens dominent la liste avec 16 des 20 premiers pays. Le Canada se classe au 20<sup>e</sup> rang. Pour ce qui est des émissions de GES par habitant, un sous-indicateur, le Canada se classe au 168<sup>e</sup> rang. Le seul indicateur pour l'« agriculture durable » est l'azote, et le Canada se classe au 13<sup>e</sup> rang à cet égard.

## Des indicateurs améliorés permettraient de mieux comprendre

- La façon dont la durabilité est mesurée peut donner des images différentes. La mesure des GES par habitant dépeint le Canada, un grand pays peu peuplé et nordique, très différemment des GES calculés comme une unité de production ou d'intensité des émissions. Le Canada a une plus faible efficacité en matière d'émissions de GES par rapport à d'autres pays, ce qui constitue un avantage comparatif à exploiter sur le marché (allégations).<sup>34</sup>
- Le Canada dispose d'un robuste système scientifique de surveillance du changement du carbone organique dans le sol, mais il a besoin de meilleures mesures pour valider les estimations nationales du changement du carbone organique dans le sol, afin de mieux démontrer la fonction de séquestration de l'agriculture, soit les « puits de carbone ». Il faut disposer de meilleures preuves scientifiques pour démontrer les progrès réalisés en matière d'atténuation des GES par les pratiques de gestion des nutriments, notamment la réduction de l'oxyde nitreux (N<sub>2</sub>O). Des données régionales estimatives sur l'oxyde nitreux sont désormais recueillies, mais l'effet complet d'une meilleure gestion des nutriments pour réduire ces émissions n'est pas disponible. Il s'agit d'une occasion idéale de marquer les progrès réalisés dans le cadre d'une priorité environnementale et d'en faire profiter les producteurs.
- Actuellement, le point de vue que nous avons de l'empreinte de GES de la production alimentaire est limité. La plupart des données nationales disponibles portent surtout sur les émissions directes des producteurs. Il existe des GES provenant des entreprises alimentaires à

<sup>31</sup> *L'agriculture efficace en tant que fournisseur de solutions au gaz à effet de serre*, ICPA, 2019. Les données sont fondées sur les données d'AAC et du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), sont estimées et excluent la consommation d'énergie à la ferme et l'énergie utilisée dans la production d'engrais. Plus récemment, les Nations Unies ont indiqué que les systèmes alimentaires comptent pour 29 % des GES mondiaux : <https://www.un.org/fr/food-systems-summit>

<sup>32</sup> *Émissions de gaz à effet de serre (GES) et séquestration*, une étude de cas du projet d'analyse comparative du leadership du Canada en matière de durabilité agroalimentaire, 2021.

<sup>33</sup> *Environmental Performance Index*, Yale Center for Environmental Law and Policy, 2020. Voir aussi l'annexe E.

<sup>34</sup> *L'agriculture efficace en tant que fournisseur de solutions au gaz à effet de serre*, ICPA, 2019.



propriété exclusive ou non regroupées, mais on n'en trouve pas à l'échelle du secteur. Un tableau plus complet – une vue d'ensemble de la chaîne d'approvisionnement – devra inclure les émissions associées à l'acheminement des produits agricoles au consommateur final, comme le transport, la transformation et la vente au détail. Étant donné la tendance des chaînes d'approvisionnement à rendre compte de leur empreinte environnementale globale, un point de vue pansectoriel est justifié. Il faudrait examiner plus à fond la possibilité de broser un tel tableau sur le plan de la faisabilité et des ressources.

## L'analyse comparative est un moyen d'étayer les politiques

### ● Le système fédéral de crédits compensatoires pour le carbone

Ce programme vise à accorder des crédits aux agriculteurs qui entreprennent des projets de séquestration ou de réduction des émissions de gaz à effet de serre, comme la gestion du fumier de bétail, la digestion anaérobie pour produire du biogaz et l'amélioration du carbone organique du sol. Les crédits pourraient alors être vendus à des installations industrielles qui dépassent le plafond d'émissions de leur secteur particulier. Environnement et Changement climatique Canada a discuté de la façon de mesurer l'adoption de ces protocoles en utilisant le « taux de pénétration ». Cela montrerait à quel point une activité est courante dans un secteur donné, exprimée en tant que pourcentage de l'adoption potentielle totale par les producteurs. En regroupant des données sur les efforts des

producteurs en matière de durabilité, par exemple au moyen de nouvelles plateformes ou initiatives de données, l'indice national proposé pourrait aider à mesurer l'adoption de ces protocoles par les producteurs canadiens. En retour, cela aiderait à suivre les progrès réalisés par les membres de l'indice en ce qui a trait aux cibles de durabilité, et à communiquer les progrès du Canada sur la scène internationale.

### ● Priorité en matière de recherche et d'innovation

La sélection des semences et la culture de graminées fourragères à racines plus profondes grâce à des technologies modernes de production et à des pratiques agronomiques peuvent améliorer la séquestration du carbone dans le sol ainsi que la productivité à la ferme. L'utilisation de vastes ensembles de cultures et de plantes fourragères dans des entrepôts de semences établis depuis longtemps peut accélérer les stratégies de séquestration du carbone en accédant à la diversité naturelle pour créer des variétés de racines plus profondes. Cette ressource largement inutilisée contenue dans de vastes réserves mondiales de semences offre une source nouvelle et riche de matériel naturel pour améliorer la sélection des cultures pour de nombreux caractères souhaités, y compris la profondeur d'enracinement et la séquestration du carbone. Toutefois, il faudra améliorer les méthodes de mesure et de modélisation du carbone dans le sol, ainsi que les politiques et les mesures incitatives commerciales pour stimuler l'innovation, mettre en œuvre des stratégies d'atténuation du climat et ajouter de la valeur grâce à la productivité et à l'accréditation commerciale de ces approches écologiques.

## 2 | Étude de cas sur la biodiversité

Compte tenu de la biodiversité mondiale qui se trouve en situation de crise et de sa visibilité croissante, la gestion par le Canada de ses écosystèmes et de ses paysages terrestres et marins productifs constitue une occasion à saisir. La préservation de la biodiversité crée une situation gagnant-gagnant pour l'ensemble de la société et la conservation des écosystèmes et, lorsqu'elle est utilisée ou gérée de façon responsable, peut ajouter de la valeur sur le plan de l'augmentation de la production alimentaire et de l'amélioration de la résilience. L'amélioration continue de calibre mondial parmi les producteurs canadiens (appuyée par de nouvelles recherches et l'adoption de nouvelles technologies, de données et d'innovations scientifiques) ouvre la voie à des changements environnementaux positifs. Dans le cadre de l'examen des études de cas,<sup>35</sup> de nouveaux indicateurs sont proposés :

### Des indicateurs améliorés permettraient de mieux comprendre

- À l'heure actuelle, la biodiversité fait l'objet d'un suivi selon une moyenne pondérée du nombre de jours de sol couvert et de la disponibilité de l'habitat faunique sur les terres agricoles.<sup>36</sup> On prévoit revoir la disponibilité de l'habitat des insectes et améliorer l'indicateur de microbiologie des sols.
- Nouveau : amélioration de la mesure de la « biodiversité souterraine » :
  - Le suivi de la diversité génétique des cultures aura une double importance croissante. Une plus grande biodiversité des racines permet la séquestration du carbone et l'augmentation de la productivité, par exemple l'efficacité de l'utilisation des éléments nutritifs.
- Nouveau : amélioration de la mesure de la « biodiversité en surface » :

- Compte tenu de la complexité de la mesure de la biodiversité, les mesures de substitution sont significatives, comme pour le changement d'habitat, les oiseaux des terres agricoles et les insectes pollinisateurs sauvages.
- L'agriculture de précision et les améliorations connexes de la productivité dans les fermes (amélioration des rendements sur les terres très productives) permettent de retourner à la nature une plus grande proportion des terres agricoles marginales ou non productives, ce qui favorise la santé de la biodiversité. La mesure des changements marginaux des terres est un indicateur clé des systèmes de production viables et durables.
- « Biodiversité de l'eau »
  - Compte tenu des limites de la portée, la biodiversité dans les systèmes d'eau (eau douce, océans) n'a pas été prise en compte; elle devrait être incluse à l'avenir.

### L'analyse comparative est un moyen d'étayer les politiques

- « **Avantages pour la société par rapport aux avantages pour les producteurs** »  
Se tourner vers les producteurs pour qu'ils assument l'entière responsabilité de l'amélioration des écosystèmes à grande échelle qui profite également à la société soulève une importante question de politique publique. Des points de repère qui forcent ce résultat pourraient générer des conséquences imprévues qu'il faudrait éviter. La décision quant à la meilleure façon de réduire au minimum les répercussions environnementales de l'agriculture et les options commerciales et stratégiques pour indemniser les producteurs doivent être mises de l'avant dans le cadre des travaux futurs, car il s'agit probablement de conditions à la réussite.

<sup>35</sup> *Biodiversité, Étude de cas du projet d'analyse comparative du leadership du Canada en matière de durabilité agroalimentaire*, 2021.

<sup>36</sup> *L'agriculture écologiquement durable au Canada. Série sur les indicateurs environnementaux, Rapport n° 4*, Agriculture et Agroalimentaire Canada.



# Récapitulation





## Conclusion et prochaines étapes

Le présent projet justifie l'analyse comparative du leadership du Canada en matière de durabilité agroalimentaire et offre un plan directeur pour l'élaborer.

clairement les avantages qu'il y a à valider et à démontrer qu'il compte l'un des systèmes alimentaires les plus sûrs, les plus durables et les plus responsables au monde.

### **Le projet révèle la nécessité de procéder à une meilleure analyse comparative**

En résumé, le marché national et mondial s'attend à beaucoup plus de transparence sur la façon dont les aliments sont produits et fournis. Derrière tout cela, il existe un besoin urgent de réduire les répercussions environnementales de l'agroalimentaire mondial et d'améliorer d'autres résultats sociétaux, ainsi que de les montrer. Cela façonne les règles commerciales, les modalités financières, les règlements, les normes, les pratiques agricoles et l'innovation des produits tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Épouser le principe de la transparence constitue une occasion en or pour le Canada. Le pays peut exprimer

### **Le projet explique comment élaborer un indice.**

Durant les consultations, l'accent a été mis sur le fait que l'analyse comparative doit être pertinente pour le pays et conforme aux engagements mondiaux et aux exigences commerciales. Un plan directeur est proposé pour y parvenir. Divers intervenants peuvent se réunir dans le cadre d'un processus établi pour concevoir un indice canadien crédible. Bien qu'on s'attende à ce que ce plan soit peaufiné, il prépare le terrain pour aller de l'avant.

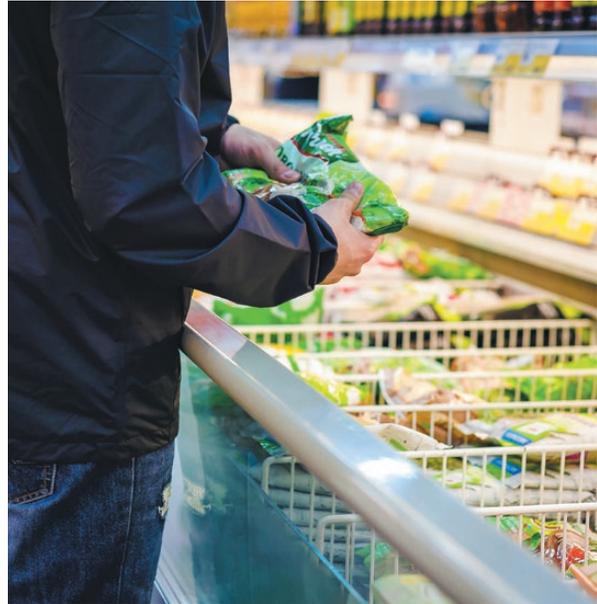
### **Le projet montre la valeur d'une meilleure analyse comparative.**

Ce rapport ne traite que de l'éventail des

possibilités qui peuvent découler d'une meilleure analyse comparative. Il est un moyen de soutenir la prise de décisions. Par exemple, les études de cas proposent de nouveaux indicateurs pragmatiques et nécessaires pour mesurer les résultats en matière d'environnement et de biodiversité. Ces études de cas ont également mis en lumière certaines questions de politique et de recherche connexes, comme la façon d'offrir une valeur financière aux producteurs pour améliorer l'environnement, un avantage pour la société. La valeur peut s'accumuler dans l'ensemble du secteur agroalimentaire. La démonstration de pratiques responsables et durables peut faciliter l'accès aux marchés, valider les allégations alimentaires, stimuler l'innovation et répondre à des exigences de divulgation encore plus strictes. À l'heure actuelle, nos principaux concurrents se fixent des objectifs audacieux pour se positionner dans un monde alimentaire en rapide évolution. L'analyse comparative de la durabilité doit façonner la stratégie de compétitivité du Canada et projeter son leadership alimentaire au pays et à l'étranger.

### **On y cerne des mises en garde et des conseils.**

L'élaboration d'un indice national doit être une démarche ascendante et descendante. Cet effort national doit être lié aux initiatives existantes et émergentes de l'industrie si l'on veut mesurer et suivre les progrès des sous-secteurs. Pour ce faire, l'indice doit tirer parti de la capacité du Canada en matière de collecte de données et de systèmes dans le secteur et à l'échelle nationale. L'harmonisation constitue une occasion inexploitée. L'analyse comparative nationale doit être codirigée, entre autres, par les producteurs, les entreprises agroalimentaires, les transformateurs et les détaillants en alimentation, en étroite collaboration avec les dirigeants du système alimentaire du gouvernement, du milieu universitaire, des ONG de défense des intérêts et les organismes spécialistes de l'innovation. L'indice ne peut pas tout mesurer, mais il doit être fondé sur des données scientifiques et être validé à l'externe. Il doit aussi refléter la façon dont les normes internationales et les exigences changeantes (comme celles du secteur financier) soutiennent l'élaboration de mesures et les divulgations à l'échelle de la chaîne d'approvisionnement. Le processus du plan



directeur, régi par des principes directeurs, devrait permettre de répondre à ces nombreux besoins.

### **Le projet constitue une incitation à agir.**

Le présent rapport servira immédiatement à communiquer avec les intervenants. Non seulement l'apport du secteur est vital, mais le fait de catalyser l'élaboration de l'indice (la prochaine grande étape décrite comme la phase deux; voir le diagramme des phases, page 4) doit être piloté par les dirigeants agroalimentaires dans l'ensemble du système alimentaire. Un plan visant à faire progresser ce travail par les partenaires du projet sera bientôt dressé.



# Annexes

# A | Objectifs de développement durable des Nations Unies (ODD)<sup>37</sup>

## ODD des Nations Unies (ODD sélectionnés)



### ODD 2 : Faim « zéro »

2.1 Éliminer la faim : accès à des aliments sains, nutritifs et en quantité suffisante.

2.4.1 Proportion de la superficie agricole en agriculture productive et durable.

2.5 Maintenir la diversité génétique des semences, des plantes cultivées et des animaux d'élevage et domestiques, ainsi que des espèces sauvages connexes



### ODD 6 : Eau propre et assainissement

6.6 D'ici 2020, protéger et restaurer les écosystèmes liés à l'eau, y compris les montagnes, les forêts, les terres humides, les rivières, les aquifères et les lacs.



### ODD 8 : Travail décent et croissance économique

8.2 Parvenir à un niveau élevé de productivité économique par la diversification, la modernisation technologique et l'innovation, notamment en mettant l'accent sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main-d'œuvre.

8.4 Améliorer progressivement, jusqu'en 2030, l'efficacité de l'utilisation des ressources mondiales du point de vue de la consommation et de la production et s'attacher à ce que la croissance économique n'entraîne plus la dégradation de l'environnement, comme il est prévu dans le cadre décennal de programmes concernant la consommation et la production durables.

8.8 Protéger les droits des travailleurs et promouvoir des milieux de travail sécuritaires pour tous les travailleurs.



### ODD 9 : Industrie, innovation et infrastructure

9.1 Mettre en place une infrastructure de qualité, fiable, durable et résiliente, y compris une infrastructure régionale et transfrontalière.



### ODD 12 : Consommation et production responsables

12.3 D'ici 2030, réduire de moitié le gaspillage alimentaire mondial par habitant au niveau du commerce de détail et des consommateurs, et réduire les pertes alimentaires le long des chaînes de production et d'approvisionnement, y compris les pertes après récolte.

12.6 Encourager les entreprises à adopter des pratiques durables et à intégrer l'information sur la durabilité dans leur cycle de rapports.



### ODD 13 : Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques

13.2.1 Une politique, une stratégie et un plan intégrés qui accroît la capacité d'un pays à s'adapter aux effets néfastes des changements climatiques et à favoriser la résilience climatique et le développement à faibles émissions de gaz à effet de serre, d'une manière qui ne menace pas la production alimentaire.

Cet ODD est lié à l'objectif des Nations Unies en matière de changement climatique, qui est d'atteindre zéro émissions nettes d'ici 2050.



### ODD 14 : Vie aquatique

14.4.1 Rétablir la proportion des stocks de poissons dans des limites viables sur le plan biologique.



### ODD 15 : Vie terrestre

15.5 Prendre des mesures urgentes et importantes pour réduire la dégradation des habitats naturels, mettre fin à la perte de biodiversité, etc.

<sup>37</sup> <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/>. Le Canada établit ses objectifs connexes, par exemple un indice de la perte et du gaspillage d'aliments est en cours d'élaboration (ODD 12) et le Canada vise à réduire les émissions de carbone de 30 % d'ici 2030 et à atteindre un bilan zéro émissions nettes d'ici 2050 (ODD 13). Carrefour de données liées aux objectifs de développement durable du Canada : <https://www144.statcan.gc.ca/sdg-odd/index-fra.htm>

## B | Soutenu par les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) des investisseurs

Les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance sont utilisés pour accéder à l'importance relative des évaluations et des divulgations des risques organisationnels, déceler les occasions d'affaires et permettre la prise de décisions financières et d'investissement. Les entreprises qui gèrent bien les facteurs ESG à long terme devraient être les plus rentables.<sup>38</sup> Les facteurs ESG varient, souvent en fonction du secteur et selon des normes différentes. L'une des critiques à cet égard est le manque de comparabilité.<sup>39</sup> Le manque de normalisation des données et des rapports (unifor-

mité) est considéré comme un obstacle à la transition vers une économie à faibles émissions de carbone et aux évaluations des facteurs ESG.<sup>40</sup> Déclarant qu'il s'agit d'une question urgente, l'OCDE demande un nouveau cadre mondial de divulgation.

Le graphique est représentatif des facteurs ESG tirés de deux rapports sur les ESG publiés par le World Business Council on Sustainable Development, dont un portant en particulier sur l'agroalimentaire.<sup>41</sup>

Facteurs ESG (sélectionnés)			
Environnementaux		Sociaux	De gouvernance
Biodiversité (et changements dans l'utilisation des terres)	Approvisionnement en ressources	Rémunération et avantages sociaux	Anti-corruption et subornation
Efficacité	Polluants des sols	Protection des consommateurs	Sécurité des données
Consommation d'énergie	Traitement et libération	Santé et sécurité des employés	Rapports financiers et commerciaux
Émissions de GES	Traitement, élimination et entreposage	Divulgence équitable, marketing et publicité (étiquetage et emballage des produits)	Contributions politiques
Autres effluents	Type de déchets	Santé et sécurité (bien-être des animaux; sécurité des produits)	Défis réglementaires et juridiques
Autres émissions	Réutilisation et recyclage de l'eau	Autres services et avantages	Gestion des risques et contrôle interne
Accidents de pollution	Qualité de l'eau	Recruitment and retention	
Énergies renouvelables	Réutilisation et recyclage de l'eau	Responsabilité de la chaîne d'approvisionnement	
Utilisation des ressources	Utilisation de l'eau	Formation et perfectionnement	
Réutilisation et recyclage des ressources			

<sup>38</sup> John Uhren, chef, Financement durable, produits et stratégie, BMO Groupe financier, présentation, webinaire sur le projet, 18 novembre 2020.

<sup>39</sup> « Top pension funds demand better socially conscious data », *The Globe & Mail*, 25 novembre 2020.

<sup>40</sup> *Les pouvoirs publics, les régulateurs et les entreprises doivent redoubler d'efforts pour permettre à la finance durable d'exprimer pleinement son potentiel*, communiqué de presse, OCDE, 29 septembre 2020.

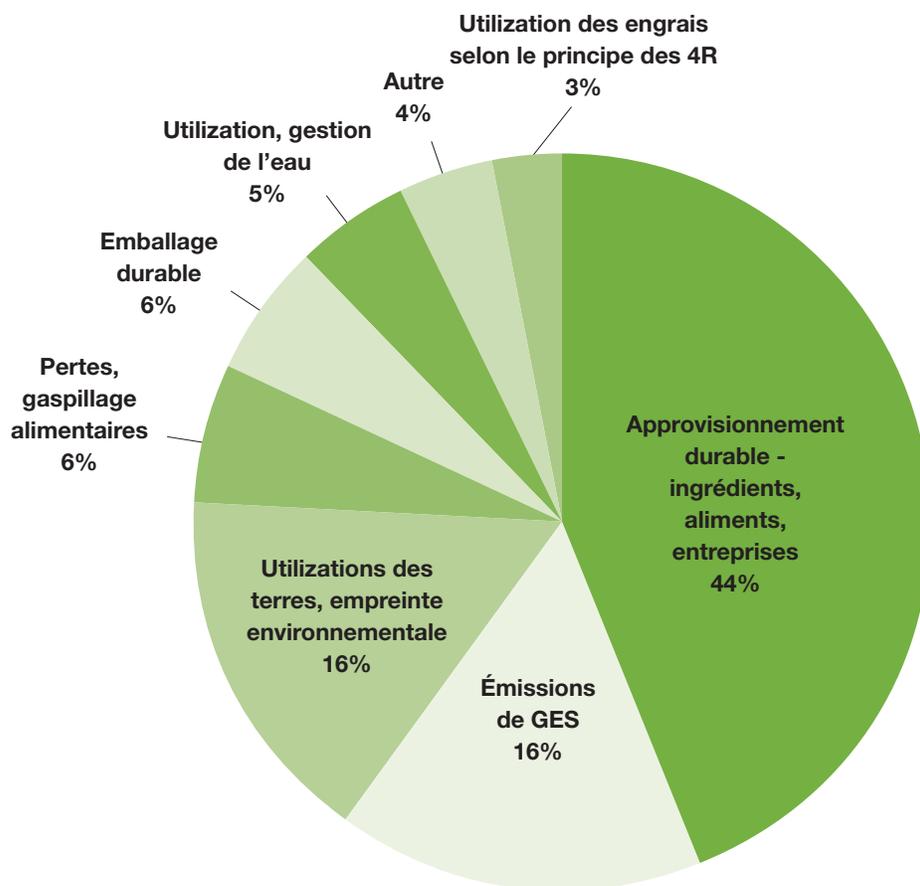
<sup>41</sup> *Reporting Matters*, World Business Council on Sustainable Development (WBCSD), 2019, et *Materiality in corporate reporting; a White Paper focused on the food and agriculture sector*, WBCSD, GRI, Yale Initiative on Sustainable Finance, 2018 : <https://bit.ly/339LRHV>

## C | Soutenu par les cibles du système alimentaire

En octobre 2020, les responsables du projet ont publié un rapport comparant les objectifs de durabilité environnementale de plus de 50 entités dans l'ensemble du système alimentaire.<sup>42</sup> Parmi ces entités, notons des organisations de produits agricoles, des initiatives sectorielles et de l'industrie, des entreprises agroalimentaires, des entreprises de transformation et de vente au détail d'aliments, des institutions mondiales, des ONG internationales, les gouvernements fédéral et provinciaux du Canada, ainsi que des gouvernements étrangers et des organismes connexes.

Le diagramme circulaire résume cette activité. Les ODD des Nations Unies n'ont pas été inclus pour éviter la double comptabilisation, car ils sous-tendent de nombreux autres objectifs. Le terme « autre » renvoie à des cibles précises qui ont moins de deux mentions, par exemple, l'utilisation pour la protection des cultures, l'utilisation de carburant, proAction<sup>MD</sup> des Producteurs laitiers du Canada, etc. « L'approvisionnement durable » est dominé par les objectifs en matière d'ingrédients et de fruits de mer durables.

### Objectifs de durabilité exprimés par les organisations, entreprises et gouvernements



<sup>42</sup> Plusieurs partenaires ont lié ce rapport et le communiqué de presse qui l'accompagnait à leurs sites Web, par exemple celui-ci : <https://www.fhpc.ca/News/View/ArticleId/518>

## D | Soutenu par les initiatives du secteur des produits de base

Exemples :

**Objectifs sectoriels (sélectionnés)**

**Bœuf :**

**Goals Identified in the National Beef Sustainability Strategy:**

**Overarching**

**GOAL #1** Build a stronger and more united Canadian beef sustainability community

**Environmental**

**GOAL #2** Reduce the greenhouse gas footprint of Canadian beef per unit of product produced

**GOAL #3** Enhance ecosystem services and biodiversity on lands managed by beef producers

**GOAL #4** Enhance riparian health and reduce the water footprint of beef production

**GOAL #5** Reduce post-harvest meat waste

**Social**

**GOAL #6** Promote farm safety and responsible working conditions

**GOAL #7** Promote excellence in animal care

**GOAL #8** Support the further development, monitoring and dissemination of best practices regarding antimicrobial use

**Economic**

**GOAL #9** Increase the financial viability of beef production in Canada

**GOAL #10** Increase demand for Canadian beef through consumer awareness of sustainable beef production

Canadian Roundtable for Sustainable Beef (CRSB), 2020:  
<https://crsb.ca/sustainability-benchmark/>

---

**Cultures :**

### 12 Sustainability Reports

GHG Emissions and Air Quality	Soil Quality and Productivity	Nutrient Management	Land Use and Biodiversity
Pest and Agrochemical Management	Water Quality and Quantity	Waste and Pollution	Financial Viability
Community Relations	Labour Relations	Working Conditions	Work Safety and Security



Table ronde canadienne sur les cultures durables (CRSC) :  
<http://sustainablecrops.ca/metrics-platform>

## E | Soutenu par les indices mondiaux

De nombreux indices mondiaux sont publiés pour évaluer et comparer, directement ou indirectement, le rendement des pays (et des entreprises) en matière de durabilité du système alimentaire. Le Canada devrait-il simplement adopter un indice mondial pour suivre le rendement de son propre système alimentaire?

Le Canada s'en tire relativement bien concernant certains indices et moins bien dans le cas d'autres indices. Les indices du GCRAI et de l'EIU classent le Canada au 3<sup>e</sup> rang dans l'ensemble. (La section « a » ci-dessous décrit la portée de l'indice du GCAIR.) D'autres indices (avec des thèmes variés) classent le Canada au 17<sup>e</sup> rang pour la compétitivité et l'innovation (GII), au 20<sup>e</sup> rang pour la durabilité de l'environnement (EPI) et au 21<sup>e</sup> rang pour la mesure de l'action nationale sur les ODD des Nations Unies.<sup>43</sup> Cependant, il existe de nombreux autres indices. Le GCRAI a également commencé à publier un indice propre à l'agrobiodiversité et prévoit de l'élargir.<sup>44</sup> De plus, le rendement du Canada en matière de sous-indicateurs peut varier considérablement par rapport aux résultats en tête du classement. Ces valeurs vont du 1<sup>er</sup> au 106<sup>e</sup> rang (voir le tableau ci-dessous). (En approfondissant davantage la tendance de l'analyse comparative, nous observons que d'autres indices mondiaux se concentrent exclusivement sur les entreprises alimentaires; la section « b » fait ressortir l'ampleur d'un nouvel indice de l'alimentation et de l'agriculture pour les entreprises qui serait sur le point d'être lancé.)

Une brève analyse comparative de quatre indices mondiaux de pays a été entreprise pour ce projet (voir le tableau ci-dessous).<sup>45</sup> « Bien qu'aucun des indices ne soit sans mérite, il faut faire preuve de prudence avant d'adopter un indice comme mesure étalon de la durabilité de l'agroalimentaire canadien.

Les indices mondiaux, aussi robustes qu'ils soient, sont loin d'être des mesures universelles de la durabilité ». <sup>46</sup> L'un des problèmes est que les indices mondiaux tiennent compte de la disparité entre les pays en utilisant des indicateurs de haut niveau ou de substitution. Dans le même ordre d'idées, des problèmes peuvent être associés à la pondération des indicateurs, à leur validité scientifique et à l'actualité des données, entre autres choses. Ce manque de cohérence et de comparabilité montre bien le défi de l'analyse comparative des pays. Bien que ces indices soulignent de nombreux problèmes communs auxquels fait face l'agroalimentaire, ce projet ne recommande pas l'adoption d'un indice mondial dans son ensemble comme modèle pour le Canada.

Le choix de mesures dans ces indices peut présenter un récit tout à fait négatif ou inexact du rendement en matière de durabilité. Par exemple, le Canada s'est classé au 101<sup>e</sup> rang sur 129 pays concernant l'indice de performance environnementale pour ce qui est de la perte du couvert forestier, un indicateur de la conversion des terres en raison de l'agriculture. Cependant, les données canadiennes montrent un tout autre point de vue. Bien que l'agriculture ait été la deuxième cause de déforestation au Canada (2017), sa contribution est très minime et le taux de déforestation attribuable à l'agriculture a diminué au Canada de 1990 à 2017, ayant chuté de plus de 50 % au cours de cette période.<sup>47</sup> Ce qui est peut-être plus important, c'est la raison probable de la mesure mondiale. L'accent mis sur la déforestation dans ce domaine et dans d'autres indices mondiaux reflète certainement la préoccupation concernant la dégradation des forêts tropicales dans les pays du Sud, une question qui soulève de graves inquiétudes. Les taux de déforestation au Canada ne sont habituellement pas considérés comme le

<sup>43</sup> Parmi les autres indices mondiaux disponibles, le *Sustainable Food Systems Global Index*, 2019, publié par le Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale (GCRAI), le *Food Sustainability Index*, 2018, de l'Economist Intelligence Unit (EIU); l'*Environmental Performance Index* (EPI), 2020, universités de Yale et de Columbia, le *Global Innovation Index*, 2020 (GII), Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), le *Sustainable Development Report*, 2020, Cambridge University Press. Voir aussi la référence à l'EPI et au classement du Canada dans le résumé de l'étude de cas sur les GES ci-dessus.

<sup>44</sup> Le premier indice de l'agrobiodiversité du GCRAI (2019) a évalué la durabilité et la résilience des systèmes alimentaires dans une liste initiale de dix pays. Les États-Unis ont obtenu une note « inférieure à la moyenne ». Le Canada ne faisait pas partie de l'échantillon.

<sup>45</sup> Chanditha Priyanatha, *Global Indices Research, A contributing paper* (à ce projet), Arrell Food Institute, Université de Guelph, décembre 2020.

<sup>46</sup> *Global Indices Research, A contributing paper*, décembre 2020.

<sup>47</sup> L'agriculture représentait 35 % des 0,01 % des forêts perdues cette année-là (*Global Indices Research, A contributing paper*, décembre 2020).



## a) Indice mondial de durabilité des systèmes alimentaires, Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI)

Cet indice révèle tout un ensemble d'indicateurs (« dimensions ») utilisés pour mesurer le rendement agroalimentaire national. L'indice du GCRAI<sup>50</sup> évalue 97 pays.

Dimensions	Sous-dimensions	Catégorie	Indicateur	Période	Nombre de pays
Environnement	Air	Qualité	Émissions de gaz à effet de serre pour l'ensemble de l'agriculture (gigagrammes)	2000–2010	222
	Eau	Utilisation	Prélèvement d'eau agricole en pourcentage du total de l'eau renouvelable (%)	2000–2016	174
	Sol et terres	Qualité	Teneur en carbone du sol (en pourcentage de poids)	2008	202
		Utilisation	Terres agricoles en % des terres arables	2000–2014	217
	Biodiversité	Faune (plantes, animaux)	Avantages de l'indice de biodiversité (de 0 = aucun potentiel de biodiversité à 100 = potentiel maximum)	2008	192
			Diversité des cultures (diversité calorique mesurée par l'indice de Shannon)	2009–2011	177
Économie		Rendement financier	Valeur ajoutée agricole par travailleur (en dollars constants de 2010)	2000–2015	181
Social		Équité entre les genres	Taux de participation à la main-d'œuvre (% de la population féminine âgée de 15 ans et plus)	2000–2016	184
Alimentation et nutrition	Sécurité alimentaire	Disponibilité	Aliments par habitant disponibles pour la consommation humaine (kcal/personne/jour)	2016	113
		Accès	Consommation alimentaire en pourcentage du revenu total (% des dépenses totales du ménage)	2016	113
			Durée estimative du trajet vers la ville la plus proche de 50 000 personnes ou plus	2015	245
		Utilisation	Accès à des ressources en eau améliorées (% de la population totale)	2000–2014	198
			Accès à l'électricité (%)	2000–2014	211
		Stabilité	Indice de volatilité des prix	2011–2017	194
			Variabilité de l'approvisionnement alimentaire par habitant (kcal/personne/jour)	2000–2011	162
		Salubrité des aliments	Charge de la maladie d'origine alimentaire (nombre de cas)	2010	194
		Déchets alimentaires et utilisation	Perte d'aliments en % du total des aliments produits	2016	113
	Nutrition	Régime alimentaire	Diversification du régime alimentaire	2001–2010	165
		Surpoids et obésité	Prévalence de l'obésité (% de la population de plus de 18 ans)	2000–2014	191
		Faim insoupçonnée	Carence en rétinol sérique	1995–2005	193

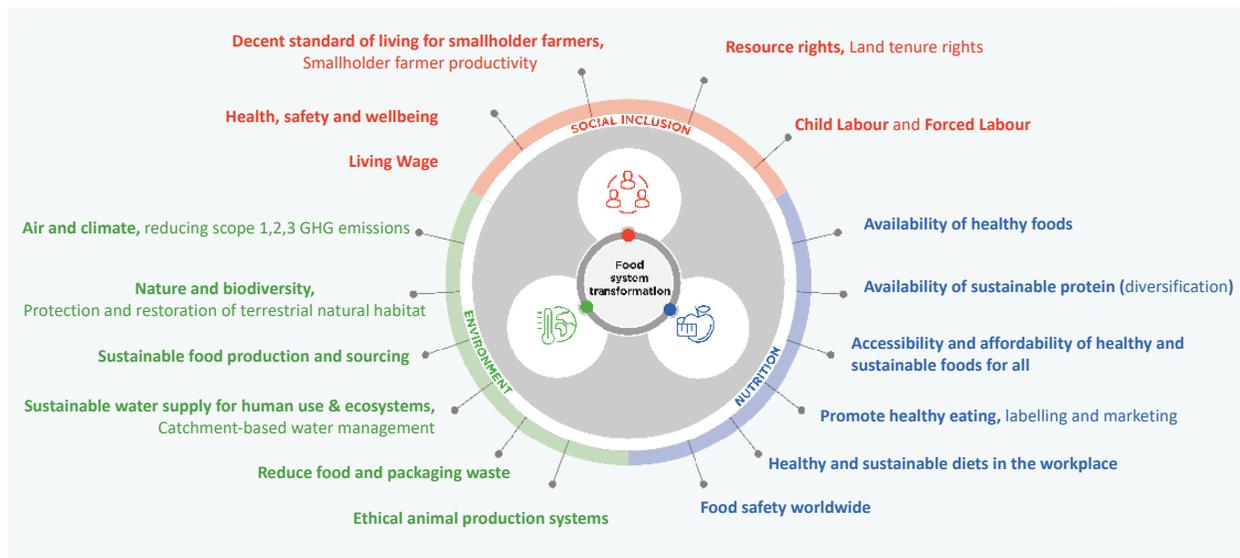
<sup>50</sup> Chris Bené, expert principal en politiques, présentation, webinaire sur le projet, 16 septembre 2020, <https://cgspace.cgiar.org/handle/10568/106313> (2019)

## b) Point de repère sur l'alimentation et l'agriculture, World Benchmarking Alliance

Ce point de repère, qui est en cours d'élaboration par la World Benchmarking Alliance (WBA), permettra de mesurer les progrès réalisés par les entreprises pour atteindre les ODD.<sup>51</sup> Le nouveau point de repère sur l'alimentation et l'agriculture sera axé sur les indicateurs de l'inclusion sociale, de l'environnement et de la nutrition. Le suivi du rendement des entreprises les obligera à évaluer leurs chaînes d'approvisionnement respectives, y compris les fournisseurs d'ingrédients. (Noter la mention de la WBA sur la « production et l'approvisionnement alimentaires durables ».)



### Baseline assessment topics



<sup>51</sup> Viktoria de Bourbon de Parme, Food Transformation Lead, World Benchmarking Alliance, présentation, webinaire sur le projet, 16 septembre 2020.

## F | Mobilisation des intervenants du projet

### a) Webinaires, 2020

Webinaires	Conférenciers
<p>« Contexte mondial »</p> <p>16 avril</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ido Verhagen, responsable, Food &amp; Agriculture Benchmark, <b>World Benchmarking Alliance</b></li> <li>• Robynne Anderson, présidente, <b>Emerging Ag</b></li> <li>• David Bennell, gestionnaire, Food &amp; Nature / Member Relations, North America, <b>World Business Council on Sustainable Development (WBCSD)</b></li> <li>• Tim Faveri, vice-président, Durabilité et valeurs communes, <b>Aliments Maple Leaf</b></li> <li>• Evan Fraser, directeur, <b>Arrell Food Institute, Université de Guelph</b></li> </ul> <p><a href="https://arrellfoodinstitute.ca/index-agri-food-performance/">https://arrellfoodinstitute.ca/index-agri-food-performance/</a></p>
<p>« Mesures et points de repère »</p> <p>16 septembre</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Viktoria de Bourbon de Parme, responsable, Food Transformation, <b>World Benchmarking Alliance</b></li> <li>• Christophe Béné, chercheur principal, <b>Alliance of Bioversity International &amp; the International Center for Tropical Agriculture, Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI)</b></li> <li>• Bridget Schrempf, gestionnaire, Sustainable Food Systems, <b>CDP</b></li> <li>• Greg Peterson, statisticien en chef adjoint, Statistique économique, <b>Statistique Canada</b></li> <li>• Bronwynne Wilton, chef de projet, <b>Initiative de durabilité agroalimentaire canadienne (IDAC)</b></li> <li>• Michael Crowe, membre du conseil d'administration, <b>Réseau canadien d'automatisation et d'intelligence artificielle de l'agroalimentaire (RCAIAA)</b>; vice-président, Études et recherche, <b>Collège Lakeland, Alberta</b></li> <li>• Susie Miller, directrice générale, <b>Table ronde canadienne sur les cultures durables</b></li> <li>• Brenna Grant, gestionnaire, Canfax Research Services, une division de la <b>Canadian Cattlemen's Association</b></li> <li>• Deborah Wilson, chef de la mobilisation de l'industrie, <b>TrustBix Inc.</b></li> </ul> <p><a href="https://www.gifs.ca/events/details/national_index_on_agrifood_performance_webinar">https://www.gifs.ca/events/details/national_index_on_agrifood_performance_webinar</a></p>
<p>« Conséquences stratégiques et politiques »</p> <p>18 novembre</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• John Uhren, chef, Financement durable, produits et stratégie, <b>BMO Groupe financier</b></li> <li>• M. Luis Carazo Jimenez, chef d'unité, Direction générale de l'agriculture et du développement rural, <b>Commission européenne</b></li> <li>• Margarita Lysenkova, gestionnaire, Standards, <b>GRI (Global Reporting Initiative)</b></li> <li>• Lauren Baker, directrice des programmes, <b>L'Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation</b></li> <li>• Erin Fitzgerald, directrice générale, <b>U.S. Farmers &amp; Ranchers in Action</b></li> <li>• David Bennell, gestionnaire, Food &amp; Nature/Member Relations, North America, <b>World Business Council on Sustainable Development (WBCSD)</b></li> <li>• Michelle Nutting, responsable mondiale, Agriculture &amp; Environmental Sustainability, <b>Nutrien</b></li> <li>• Keith Currie, vice-président, <b>Fédération canadienne de l'agriculture</b> et président, <b>Fédération de l'agriculture de l'Ontario</b></li> <li>• Steven R. Webb, directeur général, <b>Global Institute for Food Security</b></li> </ul> <p><a href="http://emilicanada.com/national-agri-food-index-initiative/">http://emilicanada.com/national-agri-food-index-initiative/</a></p>

## b) Mobilisation des intervenants

(consultations à Ottawa et à Saskatoon et trois webinaires)

**Les caractères gras indiquent les partenaires du projet**

---

360 Energy Inc.	CropLife Canada
Affaires mondiales Canada	Danone Canada
Ag-West Bio	Délégation de l'UE au Canada
Agricultural Research & Extension Council of Alberta	Délégation de l'UE aux États-Unis
<b>Agriculture et Agroalimentaire Canada</b>	Développement économique de Regina (en anglais)
Agriculture et développement rural, Commission européenne	Diversification de l'économie de l'Ouest Canada
Alberta Innovates	Emerging Ag Inc.
Alliance Bioversity International, International Center for Tropical Agriculture (font partie du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, GCRAI)	<b>Enterprise Machine Intelligence &amp; Learning Initiative</b>
Alliance canadienne du commerce agroalimentaire	<b>Environnement et Changement climatique Canada</b>
Alliance de l'industrie canadienne de l'aquaculture	Exportation et Développement Canada
<b>Arrell Food Institute de l'Université de Guelph</b>	Farm Credit Canada
<b>Association canadienne de la distribution de fruits et légumes</b>	FarmLead.
Association canadienne de sécurité agricole	Federated Co-operatives Limited
Association canadienne pour les Nations Unies	<b>Fédération canadienne de l'agriculture</b>
Association des facultés d'agriculture, d'alimentation et de médecine vétérinaire	<b>Fédération canadienne de la faune</b>
Banque nationale du Canada	<b>Fertilisants Canada</b>
<b>Bayer Crop Science</b>	Fonds mondial pour la nature (Canada)
Beverly Greenhouses Ltd.	Food Beverage Canada
BioFoodTech	<b>Food, Health &amp; Consumer Products of Canada</b>
Blockadvise Corp.	Genome Alberta
BMO Banque de Montréal	Genome Prairie
British Columbia Agriculture Council	Global Advantage Consulting Group
Canada West Foundation	<b>Global Institute for Food Security</b>
Canadian Canola Growers Association	Golden Horseshoe Food & Farming Alliance
Canadian Cattlemen's Association	Grain Farmers of Ontario
Canola Growers of Canada	Grand Valley Group of Companies
Capitals Coalition	Greenbelt Foundation/Greenbelt Fund
Cargill	GRI (Global Reporting Initiative)
CDP	GS1 Canada
Centre canadien pour l'intégrité des aliments	Ideovation
Cereals Canada	Initiative de durabilité agroalimentaire canadienne
Conseil canadien de l'horticulture	Innovation Saskatchewan
<b>Conseil canadien des normes</b>	Institut canadien des politiques agroalimentaires
Conseil canadien des pêches	Institut de recherche agricole de l'Ontario
Conseil canadien du canola	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture
Conseil canadien du commerce de détail	Institut international du développement durable
Conseil canadien du porc	KeyLeaf
Conseil de l'orge du Canada	Kraft Heinz Canada
Conseil des viandes du Canada	L'Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation
<b>Conseil national de recherches Canada</b>	Lactalis
Convergence Tech	Lakeland College
	<b>Les aliments Maple Leaf</b>
	<b>Les Compagnies Loblaw Limitée</b>
	Les Producteurs d'œufs du Canada
	<b>Les producteurs de poulet du Canada</b>
	Les producteurs laitiers du Canada

## b) Mobilisation des intervenants « a continué »

(consultations à Ottawa et à Saskatoon et trois webinaires)

**Les caractères gras indiquent les partenaires du projet**

McDonald Canada

Ministère de l'Agriculture de la Colombie-Britannique

Ministère de l'Agriculture de la Nouvelle-Écosse

Ministère de l'Agriculture de la Saskatchewan

Ministère de l'Agriculture et des Forêts de l'Alberta

Ministère de l'Agriculture et du Développement des  
ressources du Manitoba

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des  
Affaires rurales de l'Ontario

Ministère de l'Environnement, de l'Eau et du  
Changement climatique, Île-du-Prince-Édouard

Ministère des Pêches, des Forêts et de l'Agroalimen-  
taire, Terre-Neuve et Labrador

Mission du Canada auprès de l'Union européenne

North American Meat Institute

Nourish/McConnell Foundation

### **Nutrien**

nutriSCOPE

Olds College

Ontario Agri-Food Technologies

Ontario Genomics

Ontario Greenhouse Vegetable Growers

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et  
l'agriculture (FAO)

Pacte mondial des Nations Unies

Parmalat

Pear Bureau Northwest

Pêches et Océans Canada

Peregrine Impact Associates

Plant Protein Alliance of Alberta

Post Holdings

Prairie Agricultural Machinery Institute

Produits InfraReady

### **Protein Industries Canada**

#### **Pulse Canada**

Saskatchewan Food Industry Development Centre

Saskatchewan Pulse Growers

Saskatchewan Wheat Development Commission

Second Harvest

Soy Canada

### **Statistique Canada**

Stratos

Sustainable Agriculture Initiative (SAI) Platform

### **Syngenta**

Table ronde canadienne sur les cultures durables

Tactix

Taste of Nova Scotia

The Arrell Family Foundation

The Craft Beer Company Ltd.

### **TrustBIX Inc.**

U.S. Farmers & Ranchers in Action

Unilever Canada

Université Carleton

Université Concordia

Université d'Ottawa (Sciences de la santé, Institut pour  
l'IntelliProspérité)

Université de Guelph (Arrell Food Institute; Gordon S.  
Lang School of Business and Economics)

Université de l'Île-du-Prince-Édouard

Université de la Colombie-Britannique (Forestry  
Resources Management; Land & Food Systems)

Université de la Saskatchewan (voir aussi Global  
Institute for Food Security; et Nutrition; Vaccine &  
Infectious Disease Organization)

Université de Toronto (NSERC Program in Food Safety,  
Nutrition & Regulatory Affairs)

Université McGill (Faculté de gestion Desautels, Réseau  
de durabilité Desautels, Institut pour la sécurité  
alimentaire mondiale)

Urban Farms

Viridi Global

Western Canadian Wheat Growers Association

Wilton Consulting Group

World Benchmarking Alliance

World Business Council for Sustainable Development

# G | Remerciements

## Partenaires

Agriculture et Agroalimentaire Canada  
Arrell Food Institute, Université de Guelph  
Association canadienne de la distribution de fruits  
et légumes  
Bayer Crop Science  
Conseil canadien des normes  
Conseil national de recherches du Canada  
Enterprise Machine Intelligence & Learning Initiative  
Environnement et Changement climatique Canada  
Fédération canadienne de l'agriculture  
Fédération canadienne de la faune  
Fertilisants Canada  
Food, Health & Consumer Products of Canada  
Global Institute for Food Security  
Les Aliments Maple Leaf Inc.  
Les Compagnies Loblaw Limitée  
Les producteurs de poulet du Canada  
Nutrien  
Protein Industries Canada  
Pulse Canada  
Statistique Canada  
Syngenta  
TrustBIX Inc.

**Conception**  
Janice Van Eck

**La photographie**  
AdobeStock, Arrell Food Institute, Les producteurs de  
poulet du Canada, Food, Health & Consumer Products  
of Canada, Loblaw, Nutrien, Shutterstock, Thinkstock

## Autre soutien

**Hôtes du dialogue**  
Conseil canadien des pêches (17 janvier 2020),  
Ag-West Bio (4 février 2020)

**Partenaires du webinaire**  
Arrell Food Institute (16 avril 2020), Global Institute for  
Food Security (16 septembre 2020), Enterprise Machine  
Intelligence & Learning Initiative (18 novembre 2020)

**Recherche**  
Chanditha Priyanatha, Global Indices Research, *A  
contributing paper to Benchmarking Canada's Agri-  
Food Sustainability Leadership Project*, avec l'appui de  
l'Arrell Food Institute, Université de Guelph

**Traduction**  
Conseil canadien de l'horticulture (document  
conceptuel), Agriculture et Agroalimentaire Canada  
(rapport sur les objectifs de durabilité, communiqué de  
presse), Agriculture et Agroalimentaire Canada (rapport  
final, communiqué de presse, études de cas, rapport de  
recherche sur les indices mondiaux)

**Aide à la production du rapport final**  
Arrell Food Institute, Agriculture et Agroalimentaire  
Canada

**Publié**  
January 2021

**À TITRE D'INFORMATION**  
David McInnes, coordonnateur, projet d'analyse  
comparative du leadership du Canada en matière de  
durabilité agroalimentaire  
daviddmcinnes@gmail.com

**DMci**  
Strategies

